

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026 - 2027

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d'acquisitions gouvernementales

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande	Sujet	Demande
P1-1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d'Infrastructure technologique Québec).
P1-2	Les 20 plus hauts salariés	En 2024-2025, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
P1-3	Manquements aux contrats de services Article 28 loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P1-4	Effectif Ingénieurs	Nombre d'ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec en 2024-2025.
P1-5	Employés congédiés	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
P1-6	Études rétention des employés	Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2024-2025.
P1-7	Taux d'embauche FP	Pour 2024-2025, nombre et taux d'embauches dans la fonction publique. Ventiler par corps d'emploi.
P1-8	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.
P1-9	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P1-10	Actifs radiés en informatique	Pour l'exercice 2024-2025, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
P1-11	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2024-2025 et coût associés à chacune d'elles.
P1-12	Fonds de suppléance 2023-2024	Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2024-2025.
P1-13	Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux	Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.
P1-14	Ressource externe TI	Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
P1-15	Évolution ressources internes et externes	Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2024-2025.
P1-16	Prix moyen d'achat - appareils TI	Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.
P1-17	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
P1-18	% utilisation des M/O - offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2024-2025.
P1-19	Services partagés obligatoires - réseaux et MO	Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.
P1-20	Contrats octroyés CAG	Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).
P1-21	Acquisitions CAG	Concernant les acquisitions faites par le CAG, veuillez détailler : 1) la proportion d'achats québécois qui sont réalisés grâce à la Stratégie gouvernementale des marchés publics; 2) la proportion de soumissions évaluées avec un mécanisme de marge préférentielle afin de favoriser les achats locaux; 3) le taux moyen de la marge préférentielle pour favoriser les achats québécois; 4) le taux minimum de la marge préférentielle pour favoriser les achats québécois.
P1-22	Organismes et agences; membres C.A.	Pour l'année 2024-2025, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
P1-23	Nombre de demandes d'autorisation - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.

# demande	Sujet	Demande
P1-24	Nombre d'autorisations données - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.
P1-25	Nombre d'autorisations refusées - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-26	Processus de vérification entreprises RENA	Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.
P1-27	Nombre d'autorisations révoquées - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-28	Délais de traitement - AMP	Pour 2024-2025, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.
P1-29	Plaintes reçues - AMP	Pour 2024-2025, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.
P1-30	Délais de traitement - plaintes - AMP	Pour 2024-2025, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.
P1-31	Interventions, vérifications et enquêtes - AMP	Pour 2024-2025, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.
P1-32	Suspension ou résiliations - AMP	Pour 2024-2025, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale opposition officielle	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP1-1	DP1-15	Pour l'exercice 2024-2025, veuillez indiquer précisément, et ce par ministère, organisme et entité quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 25.
NRP1-2	DP1-23	État de situation et suivi détaillé des différents programmes d'embauche des minorités par l'État québécois.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 9a et 9b.
NRP1-3	DP1-13	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP1-4	DP1-14	Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2024-2025. En fournir la liste et la date de parution.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP1-5	DP1-5	Fournir toute note, analyse ou recommandation sur l'engagement gouvernemental de déplacer 5000 fonctionnaires en région.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP1-6	DP1-19	État d'avancement du projet d'implantation de la norme ISO 37001 – Système de management anticorruption.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP1-7	DP1-20	État d'avancement des projets concernant les délais de paiement dans l'industrie de la construction.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP1-8	DP1-24	Concernant l'accès à l'information: a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2024-2025.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ).

Dépenses 2025-2026

Logiciels	1 156 639 \$
Matériel	3 684 \$
Services professionnels	8 145 874 \$
- Rémunération interne *	4 848 276 \$
- Contrats externes	2 429 816 \$
- Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN)**	867 782 \$
Projets (Amortissement)	969 241 \$
TOTAL	10 275 438 \$

Note : Les dépenses 2025-2026 sont présentées en date du 31 janvier 2026.
Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1^{er} janvier 2022.

*La rémunération interne concerne uniquement la rémunération des ressources de la Direction principale des ressources informationnelles.

** Les activités sont facturées par le Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN), géré par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 2 - Les 20 plus hauts salariés

En 2025-2026, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.			
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	209 651	2
		240 017	1
		243 451	12
		255 624	1
		259 380	2
		313 201	1
		315 141	1
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale			20

Employés assujettis à la LFP.

Données selon la structure de l'exercice financier 2025-2026.

Salaire annuel à la paie 22 (22 janvier 2026).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 - Manquements aux contrats de services Article 28 – LGCE

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Effectif Ingénieurs

Nombre d'ingénieurs à l'emploi au Secrétariat du Conseil du trésor en 2025-2026

Nombre d'ingénieurs en 2025-2026 ¹ : 7

¹ Données au 31 janvier 2026.

Personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique
Comprend l'ensemble des classes d'emplois du corps d'emplois des ingénieurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 – Employés congédiés

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

Deux employés ont été congédiés au Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.

	Classe d'emploi	Motif du renvoi
Employé 1	Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique	Congédiement administratif
Employé 2	Technicienne ou technicien en administration	Congédiement administratif

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 6 - Études rétention des employés

Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2025-2026.

Aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour des études sur la rétention des employés en 2025-2026 au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Taux d'embauche

Pour 2025-2026, nombre et taux d'embauches au Secrétariat du Conseil du trésor. Ventiler par corps d'emploi.

Catégorie d'emploi	2025-2026 (avril à janvier)	
	# d'embauches	Taux d'embauche (%) *
Cadre	0	0,00%
Professionnel	1	0,18%
Technicien	0	0,00%
Personnel de bureau	0	0,00%
Total	1	0,13%

Notes

- Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique. Embauche du personnel régulier en recrutement.
- Les données de 2025-2026 sont du 1^{er} avril 2025 au 22 janvier 2026 (paie 22).
- Pour cette fiche, le taux d'embauche est calculé ainsi : (nombre d'embauches/moyenne de population) x 100.

* Le taux d'embauche du personnel régulier correspond au nombre d'employés recruté à l'externe ou qui a été régularisé (occasionnel devenu permanent) divisé par la moyenne de population La moyenne de population est l'image de l'effectif régulier par catégorie d'emploi au 1^{er} avril plus les images à la fin de chaque trimestre (paie 6, 13, 20, 22), le tous divisé par 5.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Unités autonomes

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Aucune UAS.	Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 9 - Employés groupes visés⁵ 35 ans – remboursement déménagement

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés embauchés membres des minorités visibles et membres des minorités ethniques¹, qui sont des personnes handicapées², des personnes autochtones³ ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2025-2026 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et des minorités ethniques.⁴

a) Le nombre d'employés⁵ ayant obtenu en 2025-2026 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et des minorités ethniques : 1

Pour le nombre d'employés embauchés membres des minorités visibles et des minorités ethniques, l'information est fournie par la réponse à la demande de renseignements généraux numéro 9b.

* Le terme « groupes cibles » faisait référence à l'objectif gouvernemental d'embauche de membres des groupes cibles qui était auparavant en vigueur. Avec l'adoption du Programme d'accès à l'égalité en emploi 2023-2028 (PAEE) le 28 novembre 2023, ce terme a été remplacé par « groupes visés », qui désigne les groupes reconnus comme étant victimes de discrimination en emploi, soit les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques, les personnes handicapées, les personnes autochtones et les femmes.

¹ Les données concernant les membres des minorités visibles et des membres des minorités ethniques sont colligées séparément, puisque des cibles de représentativité pour chaque groupe sont prévues dans le PAEE.

² Les données concernant les anglophones étaient auparavant colligées dans le cadre de l'objectif gouvernemental d'embauche de membres des groupes cibles, qui n'est plus en vigueur depuis l'adoption du PAEE. Le groupe des anglophones ne fait pas partie des groupes reconnus par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) comme étant victimes de discrimination dans l'emploi et n'est donc pas visé par le PAEE.

³ Le terme « Autochtones » a été remplacé par « personnes autochtones » à la suite d'une recommandation de la CDPDJ.

⁴ La mesure s'adresse aux membres des minorités visibles et des minorités ethniques résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

⁵ Le nombre indiqué fait référence aux demandes de remboursement entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10 - Actifs radiés en informatique

Pour l'exercice 2025-2026, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.

Aucun actif lié aux projets informatiques n'a été radié en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2025-2026 et coût associé à chacune d'elles.			
Publications	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Budget de dépenses 2025-2026 (français et anglais) incluant cahier de presse (français et anglais)	X	X	38 581,72 \$
Stratégie de gestion des dépenses 2025-2026	X	X	2 678,28 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 12 - Fonds de suppléance 2025-2026

Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2025-2026.

Le niveau du Fonds suppléance, en budget de dépenses, s'établissait à 16 991,4 M\$ au Budget de dépenses 2025-2026. Ce budget visait notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier, celles pour les infrastructures subventionnées ainsi que certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 - Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux

Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.

- La Stratégie gouvernementale des marchés publics (Stratégie) a été rendue publique le 3 février 2022. Elle peut être consultée au <https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics>.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de cette stratégie.
- Un bilan de mi-parcours de la Stratégie a été réalisé et est disponible : [Stratégie gouvernementale des marchés publics – Bilan de mi-parcours](#)
- La Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) inclut, depuis le 2 juin 2022, une section IV (articles 14.1 à 4.5) portant sur le développement économique du Québec et de ses régions. Les dispositions de cette section accordent aux organismes publics assujettis à la LCOP de nouveaux pouvoirs leur permettant de contribuer à cet objectif. Elle peut être consultée au https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-65.1#se:14_1.
- Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de ces dispositions législatives et réglementaires.
- Chaque ministère et organisme est responsable de ses acquisitions dans le respect de ces crédits et des orientations gouvernementales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Ressources externes TI

Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.

Somme totale investie pour les ressources externes en technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données : 1 217 662 \$

Coût horaire moyen des ressources externes : 75,95 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Évolution ressources internes et externes

Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2025-2026.

Ressources internes : 757
Ressources externes : 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16 – Prix moyen d'achat - appareils TI

Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025*, dans le cadre du regroupement d'achats pour les ministères et organismes, le prix moyen d'un poste de table était de 1 231,10 \$, le prix moyen d'un ordinateur portable était de 1 470,88 \$ et le prix moyen d'une tablette était de 745,34 \$.

Il n'est pas possible de fournir le prix moyen pour les téléphones cellulaires puisque ceux-ci sont offerts gratuitement à l'achat d'un forfait de téléphonie de 24 mois dans le cadre du regroupement d'achats en vigueur au 31 décembre 2025.

*Les rapports de vente au 31 janvier 2026 n'étant pas disponibles, le prix moyen est calculé à partir des données les plus récentes, soit celles au 31 décembre 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

En date du 31 janvier 2026, pour la période financière 2025-2026, 700 organismes publics composaient la clientèle du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Type de clientèle	2025-2026 (au 31 janvier 2026)
Ministères et organismes (MO)	153
Réseau de la santé et des services sociaux	136
Réseau de l'éducation	119
Réseau de l'enseignement supérieur	90
Municipalités	202
Total	700

Liste détaillée

MINISTÈRES ET ORGANISMES (MO) ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS

AGENCE DU REVENU DU QUEBEC	CURATEUR PUBLIC DU QUEBEC	OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC
ASS. PARITAIRE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL AFF. SOCIAL	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES	OFFICE D'HABITATION DRUMMOND
ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC	DIRECTEUR GENERAL DES ELECTIONS DU QUEBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LANAUDIÈRE SUD
AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS	ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LEVIS
AUTORITE DES MARCHES PUBLICS	ECOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUEBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LONGUEUIL
BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC	ENERGYCYCLE	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTREAL
BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT	FONDATION POUR LA BIODIVERSITE ET LA FAUNE DU QUEBEC	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE TROIS-RIVIERES
BUREAU DE LA SECURITE PRIVEE	FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES	OFFICE QUEBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE
BUREAU DES ENQUETES INDEPENDANTES	FONDS DE RECHERCHE DU QUEBEC	OFFICE QUEBECOIS DE LA LANGUE FRANCAISE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

BUREAU DU CORONER	HYDRO-QUEBEC	PARC OLYMPIQUE
CAISSE DE DEPOT ET PLACEMENT DU QUEBEC	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC	PROTECTEUR DU CITOYEN
CENTRALE DE CHAUFFAGE S.E.N.C.	INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DU QUEBEC	REGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA COTE-NORD	INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUEBEC	REGIE DE L'ENERGIE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE DU QUEBEC	REGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE	INSTITUT NATIONAL DES MINES	REGIE DES MARCHES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'OUTAOUAIS	INSTITUT NATIONAL EXCELLENCE EN SANTE ET SERV. SOCIAUX	REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTREAL	INSTITUT RECHERCHE ET DEV. EN AGROENVIRONNEMENT (IRDA)	RESEAU D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES DU QC - RISQ
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE QUEBEC	INVESTISSEMENT QUEBEC	RETRAITE QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	LA FINANCIERE AGRICOLE DU QUEBEC	REXFORET
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	LA GARANTIE DE CONSTRUCTION RESIDENTIELLE (GCR)	SANTE QUEBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE MAURICIE - CENTRE-DU-QC	LOBBYISME QUEBEC	SECRETARIAT A LA CAPITALE-NATIONALE
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	MINISTÈRE AGRICULTURE PECHERIES ALIMENTATION DU QUEBEC	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMERIQUES	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
COMMISSAIRE A LA DEONTOLOGIE POLICIERE	MINISTÈRE DE LA CYBERSECURITE ET DU NUMERIQUE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES
COMMISSAIRE A LA LANGUE FRANCAISE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC
COMMISSAIRE A LA SANTE ET AU BIEN-ETRE	MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANCAISE	SOCIETE DE TELEDIFFUSION DU QUEBEC
COMMISSAIRE AU BIEN-ETRE ET AUX DROITS DES ENFANTS	MINISTÈRE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX	SOCIETE DES ALCOOLS DU QUEBEC
COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION	MINISTÈRE DE LA SECURITE PUBLIQUE	SOCIETE DES ETABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUEBEC
COMMISSION DE LA CAPITALE-NATIONALE DU QUEBEC	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DE L'INNOVATION ET DE L'ENERGIE	SOCIETE DES LOTERIES DU QUEBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUEBEC	MINISTÈRE DE L'EDUCATION	SOCIETE DES TRAVERSIERS DU QUEBEC
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE	SOCIETE D'HABITATION DU QUEBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

COMMISSION DE L'ETHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL
COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QC	MINISTERE DE L'IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTEGRATION	SOCIETE DU CENTRE DES CONGRES DE QUEBEC
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE LA JEUNESSE	MINISTERE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	SOCIETE DU GRAND THEATRE DE QUEBEC
COMMISSION DES SERVICES ELECTRIQUES DE MONTREAL	MINISTERE DES FINANCES	SOCIETE DU PALAIS DES CONGRES DE MONTREAL
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	SOCIETE DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BECANCOUR
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC	MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORETS	SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU
COMMISSION MUNICIPALE DU QUEBEC	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE DURABLE	SOCIETE DU PLAN NORD
COMMISSION NORMES, EQUITE, SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL	MINISTERE DU CONSEIL EXECUTIF	SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC
COMMISSION QUEBECOISE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES	MINISTERE DU TOURISME	SOCIETE QUEBECOISE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE
CONSEIL CRIS-QUEBEC SUR LA FORESTERIE	MINISTERE DU TRAVAIL	SOCIETE QUEBECOISE DES INFRASTRUCTURES
CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE	MINISTERE ENVIRONNEMENT-CHANGEMENT CLIMAT.-FAUNE-PARCS	SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	MOBILITE INFRA QUEBEC	SOCIETE QUEBECOISE DU CANNABIS
CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	MUSEE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL	SURETE DU QUEBEC
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUEBEC	MUSEE DE LA CIVILISATION	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DEONTOLOGIE POLICIERE
CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUEBEC	MUSEE NATIONAL DE L'HISTOIRE DU QUEBEC	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHES FINANCIERS
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME	MUSEE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUEBEC	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUEBEC	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC
CTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	OFFICE DE LA SECURITE ECONOMIQUE DES CHASSEURS CRIS	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
CTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU BAS-ST-LAURENT-GASPESIE	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES DU QUEBEC	VERIFICATEUR GENERAL DU QUEBEC
RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX		
ASS. CAN. PR SANTE MENTALE SAGUENAY - ADMINISTRATION	CORPORATION DE SERVICES MALLET	SANTE COURVILLE INC. - INSTITUT WATERLOO
ASSOCIATION DES RADIOLOGISTES DU QUEBEC (ARQ)	CORPORATION D'URGENCES-SANTE	SANTE COURVILLE INC. - LAVAL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

BUANDERIE CENTRALE DE MONTREAL	COUP DE MAIN MAURICIE	SERVICES DE LA SANTE M.I.C.
C.A. LES CEDRES	DIRECTION DES ASSURANCES DU RESEAU DE LA SANTE	SOLIDARITE DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES
CARREFOUR PROVIDENCE	ESPACE LA TRAVERSEE - LA MAISON D'ESTHER	SPECTRE DE RUE
CENTRE BOOTH, ARMEE DU SALUT	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.	SQUARE ANGUS - SOEURS GRISES DE MONTREAL
CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE-FERRON	GROUPE CHAMPLAIN - MONTREAL	TRANSPLANT QUEBEC
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LEVIS INC.	GROUPE CHAMPLAIN - QUEBEC - ESTRIE	UASQ - CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE- JUSTINE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE DES CAPITALES	GROUPE CHAMPLAIN INC. - OUTAOUAIS - LL - MONTEREGIE	UASQ - CHU DE QUEBEC - UNIVERSITE LAVAL
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE ESTRIE	GROUPE ROY SANTE INC.	UASQ - CISSS DE CHAUDIERE-APPALACHES
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	GROUPE SANTE ARBEC	UASQ - CISSS DE LA COTE-NORD
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE LAURENTIDES LANAUDIÈRE	HEMA-QUEBEC	UASQ - CISSS DE LA GASPESIE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE MCQ	HOPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITE DE STE-MARIE	UASQ - CISSS DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTE MTR - GROUPE ALERTE SANTE	HOPITAL SAINTE-MONIQUE INC.	UASQ - CISSS DE LANAUDIÈRE
CENTRE DE SANTE INUULTSIVIK	HOPITAL SHRINERS POUR ENFANTS	UASQ - CISSS DE LAVAL
CENTRE DE SANTE TULATTAVIK DE L'UNGAVA	INSTITUT DE RECHERCHES CLINIQUES DE MONTREAL	UASQ - CISSS DE L'OUTAOUAIS
CENTRE D'HEBERGEMENT DU BOISE	LA CHAMPENOISE	UASQ - CISSS DES ILES
CENTRE D'HEBERGEMENT ST-FRANCOIS INC	LE MANOIR HARWOOD INC.	UASQ - CISSS DES LAURENTIDES
CENTRE D'HEBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.	MAISON ALBATROS	UASQ - CISSS DU BAS ST-LAURENT
CENTRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE DE L'OUTAOUAIS	MAISON DES AINE(E)S DE SAINT-TIMOTHEE INC.	UASQ - CISSS MONTEREGIE-CENTRE
CENTRE LE CARDINAL	MAISON DES TROIS-COLOMBES	UASQ - CISSS MONTEREGIE-EST
CH KATERI MEMORIAL TEHSAKOTITSEN : THA	MAISON DESJARDINS DE SOINS PALLIATIFS DU KRTB	UASQ - CISSS MONTEREGIE-OUEST
CHIRURGIE DIX30	MAISON JESUS-MARIE, CORPORATION	UASQ - CIUSSS CENTRE OUEST DE L'ILE DE MONTREAL
CHSLD AGE3 INC	MAISON MARIE-ELISABETH	UASQ - CIUSSS CENTRE-SUD DE L'ILE DE MONTREAL
CHSLD BAYVIEW	MAISON MARIE-PAGE	UASQ - CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
CHSLD BOURGET	MAISON MICHEL-SARRAZIN (LA)	UASQ - CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CHSLD BUSSEY	MAISON RENE-VERRIER	UASQ - CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS
CHSLD COTE-JARDINS INC.	MAISON-MERE DES SOEURS DE LA MISERICORDE	UASQ - CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
CHSLD DE GRANBY	MANOIR OKA INC.	UASQ - CIUSSS MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUEBEC
CHSLD DE LA COTE BOISEE	MANOIR SOLEIL INC.	UASQ - CIUSSS NORD DE L'ILE DE MONTREAL
CHSLD DE LA RIVE - PRODIMAX	MANOIR ST-PATRICE INC.	UASQ - CIUSSS OUEST DE L'ILE DE MONTREAL
CHSLD DE LAVAL	PACT DE RUE	UASQ - CRSSS DE LA BAIE-JAMES - CTRE ADMINISTRATIF
CHSLD DE SAINTE-CATHERINE	PAVILLON BELLEVUE INC.	UASQ - CTRE HOSPITALIER UNIVERSITE DE MONTREAL
CHSLD DE SAINTE-THERESE	PAVILLON ST-ARNAUD INC.	UASQ - CTRE UNIV. SANTE MCGILL - CUSM & IR-CUSM
CHSLD DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	PIGNON BLEU LA MAISON POUR GRANDIR	UASQ - INST. NAT. PSYCHIATRIE LEGALE PINEL
CHSLD DES PATRIOTES	PLACEMENT M.G.O. INC. - RESIDENCE DU BONHEUR	UASQ - INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL
CHSLD DU MANOIR-DE-L'OUEST-DE-L'ILE	REGIE REGIONALE DE LA SANTE ET SERV. SOCIAUX DU NUNAVIK	UASQ - IUCPO - INST. UNIV. CARD. PNEUM. - U. LAVAL
CHSLD L.-B.-DESJARDINS INC.	RESIDENCE ANGELICA	VIGI SANTE LIMITEE - ESTRIE
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME-DE-LOURDES INC.	RESIDENCE BERTHIAUME DU TREMBLAY	VIGI SANTE LIMITEE - MONTREAL
CHSLD PROVIDENCE-SAINT-JOSEPH INC	RESIDENCE BON SECOURS	VIGI SANTE LIMITEE - QUEBEC
CHSLD SAINT-LAMBERT SUR-LE-GOLF	RESIDENCE CARDINAL-VACHON	VIGI SANTE LIMITEE - SECTEUR OUEST
CHSLD WALES INC.	RESIDENCE NOTRE-DAME RICHELIEU	VIGI SANTE LIMITEE- MCQ - LES CHUTES
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE POINTE-ST-CHARLES	RESIDENCE RIVIERA	VILLA BELLE RIVE
CLSC NASKAPI	RESIDENCE SOREL-TRACY INC.	VILLA MEDICA INC.
CONSEIL CRI SSS BAIE-JAMES	RRAC - EPICERIE COMMUNAUTAIRE LE GARDE MANGER	
CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT	RRAC - SERVICE ALIMENTAIRE LA RECETTE	
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION		
ACADEMIE SAINT-LOUIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MAREES	COLLEGE SAINT-HILAIRE
ACADEMIE STE-THERESE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS	COLLEGE SAINT-MAURICE
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIERE-DU-LOUP	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES	COLLEGE SAINT-PAUL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE LA VALLEE-DES-TISSERANDS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES	COLLEGE SAINT-SACREMENT
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIERES SEIGNEURIES	COLLEGE STANISLAS
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY	COLLEGE ST-JEAN-VIANNEY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLEES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES	COMITE DE GESTION TAXE SCOLAIRE ILE DE MTL - CGTSIM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS	COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS	COMMISSION SCOLAIRE CRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES-MILLE-ILES	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY	COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA COTE-DU-SUD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER	COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTREAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIERE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS	COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-COTE-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI	COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ILE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN	COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA REGION-DE-SHERBROOKE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TEMISCAMINGUE	COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL	COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIERE-DU-NORD	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS	COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS	CONSEIL DE L'EDUCATION DU LAC-SIMON
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ENERGIE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA	CONSEIL DES ECOLES PUBLIQUES DE L'EST DE L'ONTARIO
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	CONSEIL EN EDUCATION DES PREMIERES NATIONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN	ECOLE JESUS-MARIE DE BEAUCEVILLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTREAL	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENE-LEVESQUE	ECOLE NATIONALE DE CIRQUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF	COLLECTO	ECOLE ST-GEORGES DE MONTREAL INC.
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA	COLLEGE DE L'ASSOMPTION	ECOLE VANGUARD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE	COLLEGE DE L'OUEST DE L'ILE	EDUCATION INTERNATIONALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY	COLLEGE DE MONTREAL	FEDERATION DES CEGEPS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS	COLLEGE DU MONT-SAINTE-ANNE	FEDERATION DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES DU QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES	COLLEGE DUROCHER SAINT-LAMBERT	FEDERATION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS	COLLEGE FRANCOIS-DE-LAVAL	INSTITUT TSHAKAPESH
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHENES	COLLEGE HERITAGE DE CHATEAUGUAY INC.	JUVENAT SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS	COLLEGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE	LE SALESIEN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DECOUVREURS	COLLEGE JEAN DE LA MENNAIS	LEARN QUEBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS	COLLEGE JESUS-MARIE DE BELLECHASSE	RESEAU INTERCOLLEGIAL DES ACTIVITES SOCIOCULTURELLES QC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES	COLLEGE LETENDRE	SAINT-JEAN-EUDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES	COLLEGE MONT-SACRE-COEUR	SEMINAIRE SAINT-FRANCOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIERES	COLLEGE NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION	SOCIETE GRICS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS	COLLEGE NOUVELLES FRONTIERES	SRAM
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ILES	COLLEGE SAINT-BERNARD	TABLE DES RESPONSABLES DE L'EDUCATION DES ADULTES DU QC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES	COLLEGE SAINTE-ANNE	
RÉSEAU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
BIOPTERRE	CEGEP DE SOREL-TRACY	COLLEGE MULTIHEDA SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN
BUREAU DE COOPERATION INTERUNIVERSITAIRE	CEGEP DE ST-FELICIEN	COLLEGE O-SULLIVAN DE QUEBEC
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY	CEGEP DE THETFORD	COLLEGE SALETTE
CCTT EN OPTIQUE-PHOTONIQUE OPTTECH	CEGEP DE TROIS-RIVIERES	CTR EN IMAGERIE NUMERIQUE ET MEDIAS INTERACTIFS (CIMMI)
CEGEP ANDRE-LAURENDEAU	CEGEP DE VALLEYFIELD	ECOLE NATIONALE DE THEATRE DU CANADA
CEGEP BEAUCE-APPALACHES	CEGEP DE VICTORAVILLE	ECOLE PIVAUT MONTREAL INC.
CEGEP D'AHUNTSIC	CEGEP DU VIEUX MONTREAL	MECANIUM INC.
CEGEP DE BAIE-COMEAU	CEGEP EDOUARD-MONTPETIT	REFORMAR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CEGEP DE BOIS-DE-BOULOGNE	CEGEP GARNEAU	SEMINAIRE DE SHERBROOKE
CEGEP DE CHICOUTIMI	CEGEP GERALD-GODIN	UNIVERSITE - ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE
CEGEP DE DRUMMONDVILLE	CEGEP HERITAGE	UNIVERSITE - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
CEGEP DE GRANBY	CEGEP JOHN ABBOTT	UNIVERSITE - ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
CEGEP DE JONQUIERE	CEGEP LIMOILLOU	UNIVERSITE - INST NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CEGEP DE LA GASPESIE ET DES ILES	CEGEP LIONEL-GROULX	UNIVERSITE - TELE-UNIVERSITE - TELUQ
CEGEP DE LA POCATIERE	CEGEP MARIE-VICTORIN	UNIVERSITE BISHOP'S
CEGEP DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	CEGEP MONTMORENCY	UNIVERSITE CONCORDIA
CEGEP DE LEVIS	CEGEP REGIONAL CHAMPLAIN	UNIVERSITE DE MONTREAL
CEGEP DE L'OUTAOUAIS	CEGEP REGIONAL DE LANAUDIÈRE	UNIVERSITE DE SHERBROOKE
CEGEP DE MAISONNEUVE	CEGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	UNIVERSITE DU QUEBEC
CEGEP DE MATANE	COLLEGE ANDRE-GRASSET (1973) INC.	UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI - UQAC
CEGEP DE RIMOUSKI	COLLEGE BART (1975)	UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
CEGEP DE RIVIERE-DU-LOUP	COLLEGE CANADA	UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI (UQAR)
CEGEP DE ROSEMONT	COLLEGE D'ALMA	UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES - UQTR
CEGEP DE SAINTE-FOY	COLLEGE DAWSON	UNIVERSITE DU QUEBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE - UQAT
CEGEP DE SAINT-HYACINTHE	COLLEGE JEAN-DE-BREBEUF	UNIVERSITE DU QUEBEC EN OUTAOUAIS - UQO
CEGEP DE SAINT-JEROME	COLLEGE LAFLECHE	UNIVERSITE HEC MONTREAL
CEGEP DE SAINT-LAURENT	COLLEGE LASALLE	UNIVERSITE LAVAL
CEGEP DE SEPT-ILES	COLLEGE MARIANOPOLIS	UNIVERSITE MCGILL
CEGEP DE SHAWINIGAN	COLLEGE MARSAN	VANIER COLLEGE
CEGEP DE SHERBROOKE	COLLEGE MERICI	VESTTECHPRO

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MUNICIPALITÉS

ADMINISTRATION REGIONALE DE KATIVIK	REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT	VILLE DE MONTREAL-EST
AGENCE DE MOBILITE DURABLE	REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON	VILLE DE MONTREAL-OUEST
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	REGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THERESE-DE-BLAINVILLE	VILLE DE MONT-ROYAL
CANTON DE LOW	RESEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
CONSEIL DE LA PREMIERE NATION ABITIBIWINNI	RESEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL	VILLE DE MONT-TREMBLANT
MRC D'ABITIBI-OUEST	RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN - EXO	VILLE DE NEUVILLE
MRC D'ARGENTEUIL	SOCIETE DE TRANSPORT DE LAVAL	VILLE DE NOTRE-DAME-DE-L'ILE-PERROT
MRC DE LA HAUTE-COTE-NORD	SOCIETE DE TRANSPORT DE LEVIS	VILLE DE PINCOURT
MRC DE LA VALLEE DE LA GATINEAU	SOCIETE DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS	VILLE DE PLESSISVILLE
MRC DE LA VALLEE DE L'OR	SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL	VILLE DE POINTE-CLAIRE
MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	SOCIETE DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	VILLE DE PONT-ROUGE
MRC DE MATAWINIE	SOCIETE DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIERES	VILLE DE PORT-CARTIER
MRC DE MONTCALM	SOCIETE DE TRANSPORT DU SAGUENAY	VILLE DE PREVOST
MRC DE MONTMAGNY	UNION DES MUNICIPALITES DU QUEBEC	VILLE DE QUEBEC
MRC DE ROUVILLE	VILLE D'ALMA	VILLE DE REPENTIGNY
MRC DES CHENAUX	VILLE DE BAIE-COMEAU	VILLE DE RICHELIEU
MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	VILLE DE BAIE-D'URFE	VILLE DE RICHMOND
MRC LA HAUTE-YAMASKA	VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL	VILLE DE RIGAUD
MRC RIMOUSKI-NEIGETTE	VILLE DE BEACONSFIELD	VILLE DE RIMOUSKI
MUNICIPALITE DE BETHANIE	VILLE DE BEAUHARNOIS	VILLE DE RIVIERE-DU-LOUP
MUNICIPALITE DE BLANC-SABLON	VILLE DE BECANCOUR	VILLE DE ROBERVAL
MUNICIPALITE DE CANTLEY	VILLE DE BELOEIL	VILLE DE ROSEMERE
MUNICIPALITE DE DESCHAMBAULT-GRONDINES	VILLE DE BLAINVILLE	VILLE DE ROUYN-NORANDA

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MUNICIPALITE DE DUHAMEL	VILLE DE BOISBRIAND	VILLE DE SAGUENAY
MUNICIPALITE DE GODBOUT	VILLE DE BOIS-DES-FILION	VILLE DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES
MUNICIPALITE DE GROSSE-ILE	VILLE DE BOUCHERVILLE	VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND
MUNICIPALITE DE LA VISITATION-DE-YAMASKA	VILLE DE BROMONT	VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
MUNICIPALITE DE MASSUEVILLE	VILLE DE BROSSARD	VILLE DE SAINT-CHARLES-BORROMEE
MUNICIPALITE DE NAMUR	VILLE DE CANDIAC	VILLE DE SAINT-CONSTANT
MUNICIPALITE DE PONTIAC	VILLE DE CARIGNAN	VILLE DE SAINTE-ADELE
MUNICIPALITE DE ROUGEMONT	VILLE DE CHAMBLY	VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
MUNICIPALITE DE SAINT-ADELME	VILLE DE CHATEAUGUAY	VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-PLAINES
MUNICIPALITE DE SAINT-ANDRE-DU-LAC-SAINT-JEAN	VILLE DE CHATEAU-RICHER	VILLE DE SAINTE-CATHERINE
MUNICIPALITE DE SAINT-APOLLINAIRE	VILLE DE CLERMONT	VILLE DE SAINTE-JULIE
MUNICIPALITE DE SAINT-CLET	VILLE DE COATICOOK	VILLE DE SAINTE-MARIE
MUNICIPALITE DE SAINTE-JEANNE-D'ARC - MRC MITIS	VILLE DE COTE SAINT-LUC	VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC
MUNICIPALITE DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON	VILLE DE COTEAU-DU-LAC	VILLE DE SAINTE-THERESE
MUNICIPALITE DE SAINT-ELPHEGE	VILLE DE COWANSVILLE	VILLE DE SAINT-EUSTACHE
MUNICIPALITE DE SAINTE-MARGUERITE	VILLE DE DEUX-MONTAGNES	VILLE DE SAINT-HYACINTHE
MUNICIPALITE DE SAINTE-MARTINE	VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX	VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
MUNICIPALITE DE SAINTE-MONIQUE - MRC NICOLET-YAMASKA	VILLE DE DONNACONA	VILLE DE SAINT-JEROME
MUNICIPALITE DE SAINT-HIPPOLYTE	VILLE DE DORVAL	VILLE DE SAINT-LAMBERT
MUNICIPALITE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE	VILLE DE DRUMMONDVILLE	VILLE DE SAINT-LAZARE
MUNICIPALITE DE SAINT-LOUIS-DE-BLANDFORD	VILLE DE FERMONT	VILLE DE SAINT-RAYMOND
MUNICIPALITE DE SAINT-MATHIEU	VILLE DE GASPE	VILLE DE SAINT-REMI
MUNICIPALITE DE SAINT-NARCISSE	VILLE DE GATINEAU	VILLE DE SAINT-SAUVEUR
MUNICIPALITE DE SAINT-PAUL-DE-L'ILE-AUX-NOIX	VILLE DE GRANBY	VILLE DE SAINT-TITE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MUNICIPALITE DE SAINT-PHILIPPE-DE-NERI	VILLE DE HAMPSTEAD	VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
MUNICIPALITE DE SAINT-POLYCARPE	VILLE DE JOLIETTE	VILLE DE SEPT-ILES
MUNICIPALITE DE SAINT-PRIME	VILLE DE KIRKLAND	VILLE DE SHANNON
MUNICIPALITE DE SAINT-TITE-DES-CAPS	VILLE DE LA MALBAIE	VILLE DE SHAWINIGAN
MUNICIPALITE DE STONEHAM-ET-TEWKESBURY	VILLE DE LA PRAIRIE	VILLE DE SHERBROOKE
MUNICIPALITE DE STUKELY-SUD	VILLE DE LAC-BROME	VILLE DE SOREL-TRACY
MUNICIPALITE DE VAL-DES-MONTS	VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE	VILLE DE SUTTON
MUNICIPALITE DE VERCHERES	VILLE DE L'ASSOMPTION	VILLE DE TEMISCAMING
MUNICIPALITE DES EBOULEMENTS	VILLE DE LAVAL	VILLE DE TERREBONNE
MUNICIPALITE DES ILES-DE-LA-MADELEINE	VILLE DE LAVALTRIE	VILLE DE THETFORD MINES
MUNICIPALITE D'OKA	VILLE DE LEVIS	VILLE DE TROIS-RIVIERES
MUNICIPALITE DU VILLAGE CRI DE MISTISSINI	VILLE DE L'ILE-PERROT	VILLE DE VAL-DES-SOURCES
MUNICIPALITE DU VILLAGE CRI DE WASKAGANISH	VILLE DE LONGUEUIL	VILLE DE VARENNES
MUNICIPALITE DU VILLAGE CRI D'EASTMAIN	VILLE DE LORRAINE	VILLE DE VAUDREUIL-DORION
MUNICIPALITE LES COTEAUX	VILLE DE MAGOG	VILLE DE VICTORIAVILLE
PAROISSE DE SACRE-COEUR-DE-JESUS	VILLE DE MARIEVILLE	VILLE DE WESTMOUNT
PEKUAKAMIULNUATSH TAKUHIKAN	VILLE DE MASCOUCHE	VILLE D'ESTEREL
REGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS	VILLE DE MERCIER	VILLE D'OTTERBURN PARK
REGIE DE GESTION DES MATIERES RESIDUELLES - MANICOUAGAN	VILLE DE MIRABEL	VILLE LA PECHE
REGIE DE POLICE DU LAC DES DEUX-MONTAGNES	VILLE DE MONT-LAURIER	
REGIE INCENDIE DE L'ALLIANCE DES GRANDES-SEIGNEURIES	VILLE DE MONTREAL	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2025-2026

Le pourcentage d'utilisation représente la proportion des ministères et organismes (MO) qui participent à au moins un contrat en regroupements d'achats par rapport au total. Pour être comptabilisé, un MO doit participer à au moins un contrat en regroupements d'achats négocié par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Les données présentées couvrent la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 et concernent uniquement la clientèle qui participe aux regroupements d'achats du CAG.

Réseau	Type de client	Nombre de clients	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Ministères et organismes	Ministères	23	23	100 %
	Organismes budgétaires	27	27	100 %
	Organismes non budgétaires	57	54	95 %
	Entreprises du gouvernement et filiales	7	7	100 %
	Assemblée nationale	7	7	100 %
	Autres organismes	36	35	97 %
	Total		157	153
Réseau de la santé et des services sociaux	CHU	4	4	100 %
	CISSS	13	13	100 %
	CIUSSS	9	9	100 %
	CHSLD privés conventionnés	47	45	96 %
	Établissements du Nord du Québec	6	6	100 %
	Instituts	3	3	100 %
	Autres organismes	96	56	58 %
	Total		178	136

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 - % utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2025-2026

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau de l'éducation	Centres de services scolaires	72	72	100 %
	Écoles privées	117	32	27 %
	Autres organismes	25	15	60 %
	Total	214	119	56 %
Réseau de l'enseignement supérieur	CCCT	6	5	83 %
	Collégial privé	18	16	89 %
	Collégial public	48	48	100 %
	Universités	18	18	100 %
	Autres organismes	3	3	100 %
	Total	93	90	97 %
GRAND TOTAL	642	498	78 %	

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau municipal	Municipalités	1 178	202	17 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) est en opération depuis le 1^{er} septembre 2020, et ce, à la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales* (RLRQ, chapitre c-7.01).

Depuis le 1^{er} décembre 2020, des arrêtés ministériels sont entrés en vigueur afin d'identifier les biens et services pour lesquels les organismes publics, dont ceux des réseaux visés, doivent recourir au CAG pour les acquérir. Ces arrêtés ont fait l'objet de révisions en 2024-2025 et les arrêtés suivants sont actuellement en vigueur :

- Arrêté 2024-03 de la présidente du Conseil du trésor : remplace l'arrêté 2020-01 et est en vigueur depuis le 4 juillet 2024;
- Arrêté 2024-023 du ministre de la Santé, en vigueur depuis le 4 décembre 2024; cet arrêté intègre Santé Québec et remplace l'arrêté 2024-004, qui était en application depuis le 30 mai 2024. Ce dernier comprenait l'ajout de biens et services par rapport à l'arrêté 2020-095;
- Arrêté 2024-03 du ministre de l'Éducation : remplace l'arrêté 2020-06 et est en vigueur depuis le 19 décembre 2024;
- Arrêté 2025-001 de la ministre de l'Enseignement supérieur : remplace l'arrêté 2020-001 et est en vigueur depuis le 20 février 2025.

1 - Liste des biens et services de l'arrêté 2024-03 de la présidente du Conseil du trésor pour l'acquisition desquels les organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG

BIENS

Matériels et logiciels informatiques

Équipements multifonctions (pour le matériel administratif seulement)	Imprimantes et imprimantes multifonctions.
Micro-ordinateurs et portables	Ordinateurs de table, portables, portables tactiles, portables robustes, portables hybrides/convertibles, portables infonuagiques, moniteurs, clients légers, excluant les serveurs et les tablettes.

Énergie

Carburant en vrac et huile à chauffage	Livraison de produits pétroliers en vrac tels que le mazout et l'huile à chauffage.
--	---

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Préparation alimentaire et équipements de service

Vaisselle et accessoires de cuisine réutilisables	Vaisselle en plastique, de porcelaine, vaisselle isothermique et vaisselle haute température pour chariots chauffants; Coutellerie et verrerie; Accessoires et ustensiles de cuisine et petits équipements.
---	---

Papeterie et fournitures de bureau

Fournitures de bureau	Toutes les fournitures de bureau dont un organisme public a besoin pour son fonctionnement (exemples: les crayons, les articles de classement, les agrafeuses, les mallettes, les articles de bureau et de correspondance, les enveloppes, etc.).
Papier pour photocopieurs et imprimantes	Tous les produits de papier pour photocopieurs et imprimantes, notamment ceux contenant 50 % ou 100 % de fibres post-consommation, certifiés FSC (Forest Stewardship Council), Écologo et procédé sans chlore.
Cartouches d'impression originales et compatibles	Toutes les cartouches d'encre, les tambours, les rubans et les trousseaux pour les imprimantes, photocopieurs et télécopieurs.

Équipements de transport et pièces de rechange

Location de véhicules automobiles	Location de véhicules automobiles à la journée, à la semaine ou au mois pour des besoins à court terme (un an et moins). Voitures de tourisme, camionnettes ou fourgonnettes.
Achat de véhicules légers	Voitures, véhicules utilitaires, camionnettes, fourgons et fourgonnettes, à traction 4 X 2 ou 4 X 4, comprenant les groupes motopropulseurs à essence régulière ou diesel ainsi que des véhicules hybrides et électriques.
Pneus neufs, rechapés et remoulés	Pneus neufs, rechapés et remoulés, pneumatiques et chambres à air pour les véhicules légers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Traitement de l'information et services de télécommunication connexes

Mobilité cellulaire	Forfaits de la voix et de transmission de données pour les téléphones cellulaires ou appareils de proximité, incluant des clés Internet LTE, des points d'accès pour mobiles, des ordinateurs portables et des tablettes; toutes les acquisitions de téléphones cellulaires et des accessoires liés à la protection et au changement de l'appareil.
---------------------	---

Communication, photographie, cartographie, impression et publication

Diffusion de communiqués de presse	Diffusion de communiqués de presse auprès des médias d'information, tant électroniques qu'écrits.
Licences de transmission électronique de revue de presse	Licences autorisant la confection et la transmission électronique de revues de presse.
Nouvelles sur commande	Plateforme d'accès aux nouvelles de La Presse Canadienne, en temps réel – avant publication sur les sites Internet, journaux et stations de radio du Québec et du Canada clients de La Presse Canadienne.

SERVICES

Transport de voyage et de déménagement

Transport des personnes par train	Classes économiques et affaires.
Transport des personnes par autocar	Corridor Montréal-Québec.
Messagerie rapide	Services d'expédition, de ramassage ou de livraison de courrier et de colis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication

Service de revue de presse écrite	Service de veille des médias écrits et, plus particulièrement, des journaux quotidiens du Québec incluant les quotidiens régionaux, certains quotidiens de l'Ontario, des hebdomadaires et certains périodiques.
Service de veille des médias électroniques	Services de veille des médias électroniques (radio et télévision).

Divers

Service de courtage et d'information en T.I.	Services-conseils spécialisés de courtage et d'information en T.I. permettant de rendre disponibles aux organismes publics une veille ou des conseils stratégiques concernant les projets en T.I. de ces derniers.
--	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

2- Liste des biens et services de l'arrêté 2024-023 de la ministre de la Santé pour l'acquisition desquels les organismes publics relevant de la responsabilité du ministre de la Santé doivent recourir exclusivement au CAG

Fournitures générales de soins	<p>Matériel et fournitures générales de soins Contenants et cueillette des matières biomédicales et dangereuses Aide technique et maintien à l'autonomie Gaz médicaux en vrac et cylindré Électrodes Culottes et produits d'incontinence Bas élastiques et jambières de compression Gants d'examens médicaux Matelas pour le soutien à domicile Produits de soins respiratoires généraux Produits de perfusion et hypodermiques Kits et plateaux de soins Dispositifs d'accès veineux périphériques Surfaces d'appui Produit de retraitement (URDM) et désinfectants de surfaces Sacs hygiéniques Soins de plaies avancés Fournitures de désinfection et nettoyage cutané Produits d'hygiène des mains</p>
Biens administratifs et alimentaires	<p>Produits d'épicerie et denrées non périssables Suppléments nutritifs</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Bloc opératoire	Matériel de succion Produits d'anesthésie Agents hémostatiques et colles chirurgicales Gants de chirurgie
Fournitures de laboratoire et d'imagerie médicale	Réactifs en banque de sang Milieux de culture Fournitures de microbiologie Glucomètres, fournitures, logiciel de contrôle qualité Tubes à prélèvement Autopiqueurs et lancettes Baryum et accessoires Solutions opacifiantes et accessoires Fournitures d'hématologie et de biochimie
Acquisitions pharmaceutiques	Solutés Gaz anesthésiants Médicaments
Dispositifs médicaux	Lève-patients mobiles (excluant les lève-patients plafonniers) Pèse-bébés de clinique et de groupe de médecine de famille Pèse-personnes de clinique et de groupe de médecine de famille Mélangeur air-oxygène Centrifugeuse

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

	Réfrigérateurs et congélateurs médicaux Analyseur de gaz sanguins Écran d'imagerie médicale Régulateurs de succion avec débitmètre Fauteuils roulants de brancarderie
Services	Distribution centralisée des médicaments

3 - Liste des biens et services de l'arrêté 2024-03 du ministre de l'Éducation pour l'acquisition desquels les organismes publics relevant de la responsabilité du ministre de l'Éducation doivent recourir exclusivement au CAG

Robotique	Robots destinés à la formation générale des jeunes ou des adultes Drones
Laboratoire créatif	Microcontrôleurs (à la pièce ou en trousse à assembler) Nano-ordinateurs Traceurs de découpe de vinyle Imprimantes 3D Machines de thermoformage Ordinateurs à haute capacité graphique
Équipements numériques	Tablettes et chariots Tablettes électroniques à des fins pédagogiques Tablettes graphiques Chariots et cabinets de recharge pour ordinateurs portables et tablettes Équipements audiovisuels Projecteurs (incluant les projecteurs numériques interactifs) Tableaux numériques interactifs Écrans plats interactifs tactiles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

	Haut-parleurs Téléviseurs d'affichage Écrans de projection en toile blanche Tableaux de porcelaine blancs pour surface de projection interactive Casques d'écoute (incluant micro-casques) Autres Casques de réalité étendue (réalité virtuelle, augmentée ou mixte) Gymnase interactif
--	---

4 - Liste des biens et services de l'arrêté 2025-001 de la ministre de l'Enseignement supérieur pour l'acquisition desquels les organismes publics relevant de la ministre de l'enseignement supérieur doivent recourir exclusivement au CAG

Collèges d'enseignement général et professionnel et établissements universitaires

Audits immobiliers	Service d'évaluation du parc immobilier
Service d'importation	Importation des données collectées lors des audits immobiliers dans le progiciel de gestion du maintien des actifs

Collèges d'enseignement général et professionnel

Équipements audiovisuels	Projecteurs (incluant les projecteurs numériques interactifs) Tableaux numériques interactifs Écrans plats interactifs tactiles Haut-parleurs Téléviseurs d'affichage Écrans de projection en toile blanche Tableaux de porcelaine blancs pour surface de projection interactive Casques d'écoute (incluant des micro-casques)
--------------------------	---

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Établissements universitaires

Service de liens téléphoniques	Lignes téléphoniques analogiques avec ou sans services (boîtes vocales, interurbains et appel sans frais) Liens numériques de type PRI Liens IP de type SIP livrés par Internet ou par le Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ) Boîtes vocales Interurbains Appels sans frais
Mobilier de salle de cours, excluant tout mobilier répondant à des projets particuliers d'enseignement et de recherche	Tables pour les salles de cours Chaises d'étudiants Tabourets

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

Regroupements d'achats pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Nombre et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	59	1 670 212 511,13 \$	74,19 %
Contrats de gré à gré	19	581 007 094,43 \$	25,81 %
TOTAL	78	2 251 219 605,56 \$	100,0 %

Type de contrats pour les regroupements d'achats

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	68	1 568 177 137,34 \$	69,66 %
Services	10	683 042 468,22 \$	30,34 %
TOTAL	78	2 251 219 605,56 \$	100,0 %

Achats mandatés pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Nombre et valeur des contrats*

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	13	402 027 478,63 \$	99,78 %
Appel d'offres sur invitation	3	142 473,73 \$	0,04 %
Contrats de gré à gré	13	714 329,94 \$	0,18 %
TOTAL	29	402 884 282,30 \$	100,0 %

Type de contrats pour les achats mandatés

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	11	5 018 286,07 \$	1,24 %
Services	18	397 866 006,23 \$	98,76 %
TOTAL	29	402 884 282,30 \$	100,0 %

*Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

CAG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 – Acquisitions CAG

Concernant les acquisitions faites par le CAG, veuillez détailler : 1) la proportion d'achats québécois qui sont réalisés grâce à la Stratégie gouvernementale des marchés publics; 2) la proportion de soumissions évaluées avec un mécanisme de marge préférentielle afin de favoriser les achats locaux; 3) le taux moyen de la marge préférentielle pour favoriser les achats québécois; 4) le taux minimum de la marge préférentielle pour favoriser les achats québécois.

- 1) La proportion d'achats québécois réalisés par le CAG pour les contrats qu'il a conclus en approvisionnement, entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, selon la définition* de la Stratégie gouvernementale des marchés publics (SGMP) est de 61%.
- 2) La possibilité d'accorder une marge préférentielle visant la valeur ajoutée « québécoise ou autrement canadienne » ne s'applique pas au CAG considérant que la dépense estimée des contrats qu'il conclut pour les regroupements d'achats qu'il réalise se situe au-dessus des seuils d'application des accords de libéralisation des marchés publics.
- 3) Voir réponse à la question 2.
- 4) Voir réponse à la question 2.

* Un fournisseur est considéré comme québécois s'il s'agit d'un fournisseur exerçant ses activités de façon permanente dans un établissement situé sur le territoire québécois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 - Organismes et agences; membres CA

Pour l'année 2025-2026, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

L'Autorité des marchés publics ne dispose pas de conseil d'administration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 – Nombre de demandes d'autorisation - AMP

Pour 2025-2026, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Nombre de demandes d'autorisation reçues
849

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 – Nombre d'autorisations données- AMP

Pour 2025-2026, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Nombre d'autorisations délivrées
714

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Nombre d'autorisations refusées- AMP

Pour 2025-2026, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.

L'AMP a refusé à 6 entreprises une demande d'autorisation de contracter entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Motif	Nombre d'entreprises dont la demande d'autorisation de contracter a été refusée
Dirigeant reconnu coupable d'une infraction criminelle	2
Nuire aux processus AOP en préparant plusieurs soumissions pour des entreprises concurrentes	1
Défaut de respecter ses obligations fiscales	1
Défaut de respecter ses obligations fiscales et falsification de documents fiscaux	1
Défaut de respecter ses obligations fiscales et reconnu coupable d'infractions pénales	1
TOTAL	6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 – Processus vérification RENA

Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.

2025-2026	2024-2025
0,00 \$	0,00 \$

En 2024-2025 et 2025-2026, aucune somme n'a été dépensée afin d'améliorer les processus de vérification pour l'inscription des entreprises au RENA, et ce, considérant que l'AMP a pu poursuivre l'exécution de ce mandat via les améliorations apportées en 2022-2023.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Nombre d'autorisations révoquées- AMP**

Pour 2025-2026, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.

L'AMP a révoqué l'autorisation de contracter à 12 entreprises entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Motif	Nombre d'entreprises dont l'autorisation de contracter a été révoquée
Manquement à l'obligation de préparer ses soumissions de façon indépendantes et confidentielles	5
Un actionnaire et administrateur d'une société a signé et déposé des soumissions au nom de deux entreprises concurrentes	1
A surfacturé un donneur d'ouvrage public dans le cadre d'un contrat public	1
Un dirigeant, non déclaré, a été reconnu coupable d'une infraction criminelle dans les cinq dernières années	1
Un actionnaire, administrateur et dirigeant d'une société a plaidé coupable à une infraction criminelle dans les cinq dernières années	1
A fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées par l'AMP dans le délai imparti et avoir fait défaut de mettre en place les mesures correctrices imposées dans le délai de l'inscription provisoire au RENA	1
A éludé l'observation de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> dans le cours de ses affaires	1
A éludé l'observation de la <i>Loi sur les décrets de convention collective</i> dans le cours de ses affaires	1
TOTAL	12¹

1. En plus de la révocation de l'autorisation de contracter, ces entreprises ont été inscrites au Registre des entreprises non admissibles en vertu de la LCOP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Délais de traitement - AMP

Pour 2025-2026, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Délai moyen de délivrance d'une autorisation de contracter

75,9 jours¹

1. Ce délai inclue une moyenne de 12,6 jours attribuable au traitement des dossiers par les partenaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 – Plaintes reçues - AMP

Pour 2025-2026, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.

Plaintes reçues par l'AMP (1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026)

Nombre plaintes reçues	139
-------------------------------	------------

Par type d'organisme	
Réseau de l'éducation	63
Monde municipal	37
Ministères / organismes	26
Réseau de la santé et des services sociaux	11
Sociétés de transport en commun	1
Sociétés d'État	0
Ne concerne pas un organisme public	1
Total	139

Par nature de contrat	
Approvisionnement (biens)	62
Services de nature technique	34
Travaux de construction	24
Services professionnels	16
Autre	3
Total	139

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Délais de traitement - plaintes - AMP

Pour 2025-2026, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.

Délai moyen de traitement des plaintes – du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Délai moyen à la suite de la réception des observations de l'organisme concerné	8,9 jours
---	-----------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP

Pour 2025-2026, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes traitées et finalisées – du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Nb d'interventions, de vérifications et d'enquêtes	358
Par nature de contrat	
Approvisionnement (biens)	148
Services de nature technique	92
Services professionnels	39
Travaux de construction	56
Autre	4
Non disponible / inconnu	19
Total	358
Par type d'organisme	
Monde municipal	142
Réseau de la santé et des services sociaux	32
Ministères / organismes	115
Réseau de l'éducation	51
Sociétés de transport en commun	8
Sociétés d'État	8
Autres (organismes non-assujettis, pas organisme public)	2
Total	358

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP**

Par motif avéré	
Exigences injustifiées ayant pour effet de réduire indûment la concurrence	21
Abusif, frivole ou manifestement mal fondé	8
Évaluation inadéquate des besoins	8
Publication ou reddition inadéquate au SEAO	7
Octroi non justifié d'un contrat en gré à gré au-dessus des seuils	7
Octroi d'un contrat à une entreprise non inscrite au REA lorsque requis	6
Défaut de décrire les spécifications en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	6
Modification au contrat ne pouvant être qualifiée d'accessoire	5
Partialité du processus d'octroi du contrat	4
Absence de réponses ou réponses inadéquates aux questions fondées des soumissionnaires	4
Description incomplète des besoins aux documents d'appel d'offres	3
Octroi du contrat à un soumissionnaire non conforme ou inadmissible	3
Défaut d'avoir adjugé le contrat en conformité avec la règle d'adjudication prévue aux documents d'appel d'offres	2
Défaut d'avoir respecté le mode d'adjudication applicable	2
Description inadéquate des spécifications techniques en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	2
Fractionnement des besoins ou scission injustifiée des contrats	2
Absence d'évaluation préalable des besoins ou absence d'estimation préalable lorsque requis – Organismes municipaux	2
Défaut d'évaluer adéquatement une soumission	2
Indication erronée du délai pour porter plainte ou déposer une soumission	2
Non-conformité d'une clause des documents d'appel d'offres	1
Défaut de publier l'avis d'intention préalable requis	1
Défaut de l'organisme public de veiller au respect des clauses contractuelles	1
Aucun manquement	259
Total	358

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 – Suspension ou résiliation - AMP**

Pour 2025-2026, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

1. Contrats ou processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou des recommandations ou ayant été suspendus ou résiliés

Nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou recommandations	Nombre de recommandation	Nombre d'ordonnance	Nombre de contrats suspendus ou résiliés en cours d'exécution par l'AMP
48 ¹	8	4	5 ²

1. Une recommandation concerne quatre processus d'adjudication ou d'attribution, une recommandation concerne 32 processus d'adjudication ou d'attribution et 3 ordonnances concernent les mêmes contrats (SAAQ).
2. L'exécution des contrats a été suspendue en vertu de l'article 29 (6) de la LAMP dans le dossier SAAQcl/c/CASA.

Par nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	8
Services de nature technique	1
Services professionnels	33
Services TI	5
Travaux de construction	1
Nature inconnue	0
Multiple	0
Total	48

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 – Suspension ou résiliation - AMP

Pour 2025-2026, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Par catégorie d'organismes	Nombre contrats/processus
Ministères/organismes	0
Réseau de l'éducation	37
Réseau de la santé et des services sociaux	3
Sociétés d'État / Organismes article 7 LCOP	5
Monde municipal	3
Sociétés de transport en commun	0
Total	48

Motifs des recommandations et ordonnances	Nombre de décisions visant ces contrats/processus
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujéti / Motifs multiples	9
Traitement intègre et équitable des concurrents	2
Transparence (publication au SEAO)	1
Total	12

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 – Suspension ou résiliation - AMP**

Pour 2025-2026, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Motifs des recommandations et ordonnances	Nombre de décisions visant ces contrats/processus
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujéti / Motifs multiples	9
Traitement intègre et équitable des concurrents	2
Transparence (publication au SEAO)	1
Total	12

2. Processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP durant leur examen

Nombre de processus d'adjudication, d'attribution ou d'exécution suspendus par l'AMP
20

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	14
Services de nature technique	4
Travaux de construction	2
Services TI	0
Services professionnels	0
Total	20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 32 – Suspension ou résiliation - AMP

Pour 2025-2026, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Catégorie d'organismes	Nombre
Réseau de la santé et des services sociaux	9
Ministères/organismes	6
Monde municipal	3
Réseau de l'éducation	2
Sociétés d'État / Organisme article 7 LCOP	0
Sociétés de transport en commun	0
Total	20

Motif de la suspension des processus d'adjudication ou d'attribution
Examen du processus à la suite soit d'une plainte, soit d'une intervention de l'AMP (de sa propre initiative). L'AMP suspend le processus d'adjudication ou d'attribution, en vertu de l'article 48 ou 53 de la <i>Loi sur l'Autorité des marchés publics</i> (LAMP).

# demande	Sujet	Demande
P2-1	Poursuites judiciaires	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
P2-2	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant cette année incluant, pour chacun de ces concours : <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats
P2-3	Embauche de cadres	Ventilation détaillée du nombre de cadres embauchés par année (et pourcentage d'effectif global) dans la fonction publique depuis 2018.
P2-4	Services essentiels gouvernementaux	Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.
P2-5	Utilisation assurance salaire	Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.
P2-6	Sommes investies conciliation famille-travail-études	Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?
P2-7	Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics	Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?
P2-8	Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics	Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?
P2-9	Acquisitions CAG	Proportion des acquisitions faites par le CAG depuis sa création; ventiler par année
P2-10	Économies et dépenses totales - politique de retour au bureau à trois jours / semaine	Détailler les économies et les dépenses totales (engendrées et prévues) de la politique de retour au bureau à trois jours / semaine, en vigueur depuis le 26 janvier 2026. Détailler ces sommes.
P2-11	Perception de la TCQ pour les GAFAM	Les montants perçus par le Trésor dans les 4 dernières années en lien avec la perception de la TCQ pour les GAFAM.

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP2-1	DP2-2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que chaque ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente?	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 49.
NRP2-2	DP2-3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives cette année qui n'existaient pas en lors de l'année précédente, pour chaque ministère	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 31.
NRP2-3	DP2-5	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis dix ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9j.
NRP2-4	DP2-6	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 10 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9j.
NRP2-5	DP2-8	Pour l'année , le nombre d'employées embauchées (et pourcentage d'effectif global) issues des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également le nombre d'employées (et pourcentage d'effectif global) ayant obtenu un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle.
NRP2-6	DP2-12	Total des sommes versées au personnel de la fonction publique dans le cadre du télétravail depuis le début de la pandémie. Ventilation par mois et par poste de dépenses.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NRP2-7	DP2-19	Quel est le cout de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Cout total; b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 du deuxième groupe d'opposition.
NRP2-8	DP2-21	Combien de projets ont été financés en matière de conciliation famille-travail-études depuis (ventilés par organisme et par région)?	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 5 du deuxième groupe d'opposition.
NRP2-9	DP2-9	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP2-10	DP2-24	Fournir les montants des surplus des centres de services scolaires et des commissions scolaires retournés au Fonds consolidé de l'État pour les cinq dernières années écoulées. Ventiler par type de mesures budgétaires.	Question particulière à poser au ministère de l'Éducation
NRP2-11	DP2-25	Fournir les montants des surplus des cégeps et des universités retournés au Fonds consolidés pour les cinq dernières années écoulées. Ventiler par type de mesures budgétaires.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
NRP2-12	DP2-28	Nombre et proportion des salariés visés ayant suivi une formation sur le racisme.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif (Bureau de coordination de la lutte contre le racisme)
NRP2-13	DP2-13	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS +) ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP2-14	DP2-27	Bilan de la régionalisation des emplois; ventiler avancement du nombre par année depuis 2019.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Poursuites judiciaires

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Aucune pour le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2025-2026, pour chacun de ces concours : a) le nombre de postes offerts; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de publication des résultats.

a) le nombre de postes offerts : 1

b) le nombre de postulants : 16

f) la répartition par région administrative :

- 1 processus de sélection au recrutement affiché dans la région administrative 03 - Capitale-Nationale

c) la date d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; g) la date de publication des résultats : En février 2022, un nouveau processus de sélection applicable au recrutement a été mis en place. Désormais, une personne candidate postule à une offre d'emploi au recrutement pour un emploi précis, et non plus à des appels de candidatures génériques en vue d'inscrire son nom dans une banque de personnes qualifiées pour d'éventuels emplois. Ainsi, les modifications apportées ont permis une réforme en profondeur des dispositions prévues au recrutement. Il est alors pertinent de souligner que les modalités c), d), e) et g), à savoir la nature réservée ou non, le taux de réussite et la date de publication des résultats ne sont plus applicables dans le contexte actuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 – Embauche de cadres

Ventilation détaillée du nombre de cadres embauchés par année (et pourcentage d'effectif global) dans la fonction publique depuis 2018.

Au cours de l'année 2025-2026, aucun cadre n'a été embauché par l'entremise d'un processus de sélection au recrutement au Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 4 – Services essentiels gouvernementaux

Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.

Dépenses en ressources internes uniquement. Le temps consacré à cette activité est variable selon les événements de nature à perturber les opérations courantes du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Utilisation assurance salaire

Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.¹

a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés) :

4 916 jours (3,19 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 19 ETC.

c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories :

Cadre : 432 jours (0,28 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 2 ETC.

Personnel de bureau : 68 jours (0,04 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 1 ETC.

Professionnel : 3 791 jours (2,46 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 14,5 ETC.

Technicien : 625 jours (0,41 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent d'un peu moins de 3 ETC.

¹Les données disponibles concernent la période du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 6 - Sommes investies conciliation famille-travail-études

Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne collige pas de façon distincte les sommes investies en conciliation famille-travail-études.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics

Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?

Les parts de marché obtenues par des entreprises d'économie sociale en nombre et en valeur dans les contrats de 25 000 \$ et plus* en 2025-2026 :

Exercice financier	Nb TOTAL de contrats	Nombre de contrats adjugés à une entreprise d'économie sociale	Part (%) de marché des entreprises d'économie sociale en nombre de contrats	Valeur TOTALE (en millions \$) des contrats	Valeur (en millions \$) des contrats adjugés à une entreprise d'économie sociale	Part (%) de marché des entreprises d'économie sociale en valeur monétaire
2025-2026 **	21830	211	1%	14 977 M\$	81 M\$	0,50%

* Le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) compile les données des contrats publics de 25 000 \$ et plus.

** Données au 31 Janvier 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics

Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?

Le gouvernement souhaite améliorer la représentativité des entreprises d'économie sociale. À cet effet, l'Espace d'innovation des marchés publics permet d'expérimenter le recours à une marge préférentielle pour les entreprises d'économie sociale afin de favoriser leur accessibilité aux contrats publics.

Le 15 juillet 2025, la présidente du Conseil du trésor a signé un arrêté ministériel rendant possible l'expérimentation. L'arrêté, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 30 juillet 2025, autorise le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Lanaudière et le CISSS de Laval à utiliser une telle marge préférentielle pour des appels d'offres de services de soutien à domicile.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 - Acquisitions CAG

Proportion des acquisitions faites par le CAG depuis sa création; ventiler par année.

Proportion des acquisitions faites par le CAG par catégorie SÉAO en matière d'approvisionnement et de services pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Catégorie SÉAO en matière d'approvisionnement et de services	Montant (avec renouvellement)	% montant
G21 - Fourniture et équipement médicaux et produits pharmaceutiques	573 256 225,67 \$	25,46 %
S15 - Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication	396 339 652,50 \$	17,61 %
G11 - Énergie	270 237 956,63 \$	12,00 %
G23 - Matériel de bureau	176 529 981,00 \$	7,84 %
G31 - Équipement de transport et pièces de rechange	173 206 455,66 \$	7,69 %
G8 - Matériel informatique et logiciel	157 233 283,01 \$	6,98 %
S17 - Services de transport, de voyage et de déménagement	136 336 084,17 \$	6,06 %
G15 - Alimentation	91 585 496,64 \$	4,07 %
S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion	67 964 508,10 \$	3,02 %
S4 - Traitement de l'information et services de télécommunications connexes	63 720 000,00 \$	2,83 %
G13 - Produits finis	60 167 998,08 \$	2,67 %
G24 - Papeterie et fournitures de bureau	39 706 494,45 \$	1,76 %
S5 - Services environnementaux	18 085 223,45 \$	0,80 %
G22 - Produits divers	10 200 000,00 \$	0,45 %
G7 - Cosmétiques et articles de toilette	8 579 529,09 \$	0,38 %
G17 - Ameublement	7 473 717,11 \$	0,33 %
S11 - Services financiers et autres services connexes	597 000,00 \$	0,03 %
TOTAL	2 251 219 605,56 \$	100,00 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 10 – Économies – politique de télétravail

Détailler les économies et les dépenses totales (engendrées et prévues) de la politique de retour au bureau à trois jours / semaine, en vigueur depuis le 26 janvier 2026.

Les économies et les dépenses totales de la politique de retour au bureau à trois jours par semaine en vigueur depuis le 26 janvier 2026 ne sont pas disponibles compte tenu de son entrée en vigueur récente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Perception de la TVQ pour les GAFAM

Les montants perçus par le Trésor dans les 4 dernières années en lien avec la perception de la TCQ pour les GAFAM.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne perçoit pas de taxes puisque cela relève de la responsabilité de Revenu Québec.

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande	Sujet	Demande
P3-1	Réduction dépenses TI	Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
P3-2	Révision des programmes et des contrats	Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
P3-3	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2025-2026, ainsi que les résultats.
P3-4	Dérogations - gel d'embauche	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 30 avril 2025 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.
P3-5	Économies - gel d'embauche	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2025-2026. Fournir une ventilation par ministère.
P3-6	Économies - resserrement octroi des subventions	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2026-2027.
P3-7	Unités autonomes - chiffre d'affaires	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
P3-8	Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004	Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2016.
P3-9	100 plus grands fournisseurs	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2026-2027;
P3-10	100 plus grands contrats d'acquisition	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2026-2027;
P3-11	Proportion des acquisitions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises québécoise, d'entreprises canadienne et d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec pour 2026-2027;
P3-12	Proportion des acquisitions - Montréal	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2026-2027;
P3-13	Proportion des acquisitions - Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2026-2027;
P3-14	Proportion des acquisitions - régions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2026-2027;
P3-15	Proportion des acquisitions - hors Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec 2026-2027;
P3-16	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2025-2026 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
P3-17	Mise en place AMP	État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.
P3-18	Écarts salariaux TI	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
P3-19	Programmes gouvernementaux depuis 2003	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2016; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
P3-20	Optimisations des ressources reçues par le SCT	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.
P3-21	Pénalités contractuelles	Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande	Sujet	Demande
P3-22	Programmes de financement ou de subventions	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2026-2027, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.
P3-23	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P3-24	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P3-25	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.
P3-26	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P3-27	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P3-28	Contrats gouvernementaux conclus au Québec	Quelle est la proportion de la valeur des contrats gouvernementaux conclus avec des entreprises d'ici ? a. Quels sont les seuils exigés de contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux ? b. Quelle est la proportion des contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux conclus ? c. Quelle est la stratégie de remplacement des produits étrangers ?
P3-29	Contrats gouvernementaux avant Stratégie des marchés publics	Le dernier document à jour sur ce sujet indique que « 52 % de la valeur des contrats en approvisionnement conclus avec des contractants du Québec ». Quelle était la proportion avant l'implantation de la stratégie ? a. Quelle est la cible pour la prochaine année ? b. Quels outils ou formations ont été développés pour accompagner les approvisionneurs publics ?
P3-30	Certification produit québécois	Est-ce que les marques de certification existantes, comme Les Produits du Québec ou Aliments du Québec, sont reconnues dans les processus d'approvisionnement du gouvernement ? a. Si oui, parmi les contrats octroyés, lesquels l'ont été à des entreprises détenant des certifications qui garantissent la provenance des produits comme Les Produits du Québec et Aliments du Québec ?
P3-31	Mise en place - Tremplin aux contrats publics	Où en est le gouvernement quant à la mise en place d'un Tremplin aux contrats publics, annoncé dans la Stratégie des marchés publics (2022) ? a. Quels sont les critères prédéterminés permettant à une entreprise d'accéder à la liste d'entreprises soumise aux organismes publics ? b. Est-ce possible d'avoir accès à cette liste ? Si oui, l'inclure. c. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?
P3-32	Critères - Répertoire des fournisseurs	Quels sont les critères permettant à une entreprise d'accéder au Répertoire des fournisseurs prévu dans la Stratégie des marchés publics ? a. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?
P3-33	Proportion achats québécois par ministère	Quelle est la proportion d'achats québécois par les ministères suivants : a. Transports et mobilité durable; b. Éducation; c. Enseignement supérieur; d. Santé et Services sociaux; e. Cybersécurité et numérique
P3-34	Liste des contrats accordés aux entreprises locales par ministère	Peut-on obtenir la liste des contrats accordés aux entreprises locales par chacun des ministères suivants : a. Transports et mobilité durable; b. Éducation; c. Enseignement supérieur; d. Santé et Services sociaux; e. Cybersécurité et numérique.
P3-35	Contrats publics bénéficiant de la marge préférentielle	Combien de contrats publics ont bénéficié de la marge préférentielle, selon laquelle un pourcentage permet de compenser et de favoriser des considérations environnementales et écoresponsables dans l'application du principe de plus bas soumissionnaire ? À combien se chiffraient ces contrats ?
P3-36	Critères - bonification de stratégies d'acquisition actuelles	La présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Sonia LeBel, a annoncé que le gouvernement du Québec allait resserrer les règles régissant les acquisitions des ministères et organismes publics, entre autres sur les plateformes d'achat en ligne afin de renforcer encore davantage l'achat québécois et de réduire la dépendance envers les marchés extérieurs. Il était entre autres mentionné que les stratégies d'acquisition actuelles seront rapidement bonifiées pour inclure des critères pouvant favoriser davantage les entreprises d'ici, par exemple l'empreinte carbone ou la responsabilité sociale. a. Quels seront les autres critères qui guideront l'achat québécois ?

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-1	DP3-1	Indiquer les sommes dépensées en 2025-2026 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe, du CSPQ, d'Infrastructures technologiques Québec ou du Centre d'acquisitions gouvernementales).	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle.
NRP3-2	DP3-19	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2025-2026 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l'éducation et aux sociétés d'État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État. Prévisions pour 2026-2027.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 25.
NRP3-3	DP3-22	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2016.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9j.
NRP3-4	DP3-24	Évolution de l'effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2016. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2016-2017 à 2026-2027. Prévisions pour 2026-2027.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9j.
NRP3-5	DP3-25	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, depuis 2016-2017. Ventiler par statut d'emploi et par classe d'emploi.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 9f et 9j.
NRP3-6	DP3-26	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d'emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 9k.
NRP3-7	DP3-27	Pour les trois dernières années, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 5 de l'opposition officielle.
NRP3-8	DP3-28	Pour les trois dernières années, le nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d'emploi.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-9	DP3-29	Depuis 2016-2017 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.	Référez aux réponses aux demandes de renseignements généraux numéros 9f et 29.
NRP3-10	DP3-30	Depuis 2016-2017 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle.
NRP3-11	DP3-31a	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-12	DP3-31b	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-13	DP3-31c	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-14	DP3-32a	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-15	DP3-32b	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-16	DP3-32c	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2026-2027 et chacune des 5 années précédentes.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-17	DP3-34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2026-2027, le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRP3-18	DP3-35	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2026-2027, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRP3-19	DP3-36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2026-2027, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-20	DP3-37	Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle.
NRP3-21	DP3-45	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle.
NRP3-22	DP3-46	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle.
NRP3-23	DP3-47	Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2025-2026 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle.
NRP3-24	DP3-49	Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRP3-25	DP3-55	Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9I.
NRP3-26	DP3-56	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.
NRP3-27	DP3-58	Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9I.
NRP3-28	DP3-59	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.
NRP3-29	DP3-63	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2026-2027 : a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 41.
NRP3-30	DP3-64	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 49.
NRP3-31	DP3-65	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2026-2027.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 23.
NRP3-32	DP3-68	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-33	DP3-69	Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 25.
NRP3-34	DP3-74	Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 12 de l'opposition officielle.
NRP3-35	DP3-76	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2025-2026. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRP3-36	DP3-79	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2025-2026 et coûts associés à chacune d'elles.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 de l'opposition officielle.
NRP3-37	DP3-152	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2026-2036 pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PAGI 2026-2027, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 du cahier INFRA du troisième groupe d'opposition.
NRP3-38	DP3-171	Quelle est la proportion de la valeur des contrats conclus pour des produits conçus, fabriqués ou produits au Québec ?	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 28 du troisième groupe d'opposition.

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-39	DP3-182	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2024-2025	Référer à la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 du troisième groupe d'opposition.
NRP3-40	DP3-2	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-41	DP3-3	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2024, budgets accordés en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-42	DP3-4	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-43	DP3-5	Liste des centres de traitement informatique.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-44	DP3-6	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-45	DP3-7	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement des centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-46	DP3-8	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2023- 2024.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-47	DP3-9	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2025-2026 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-48	DP3-10	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2026-2027) : a) la dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-49	DP3-11	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2025-2026 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-50	DP3-12	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-51	DP3-13	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2025-2026, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-52	DP3-53	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Question particulière à poser au Protecteur du citoyen (PC).
NRP3-53	DP3-54	Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Question particulière à poser au Protecteur du citoyen (PC).
NRP3-54	DP3-61	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-55	DP3-70	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-56	DP3-71	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-57	DP3-72	Liste des organismes ayant soumis en 2025-2026 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-58	DP3-80	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.	Question particulière à poser au Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN).
NRP3-59	DP3-141	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).
NRP3-60	DP3-142	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et ceux prévus pour 2026-2027, ventilés en fonction des sources de revenus.	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-61	DP3-149	Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Question particulière à poser au Ministère de l'Éducation (MÉO).
NRP3-62	DP3-150	Nombre de classes devant être rénovées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Question particulière à poser au Ministère de l'Éducation (MÉO).
NRP3-63	DP3-157	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.	Question particulière à poser au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).
NRP3-64	DP3-159	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-65	DP3-160	Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2024.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-66	DP3-161	Indiquer les mesures prises en 2025-2026 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-67	DP3-162	Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 \$.	Question particulière à poser au Ministère du Conseil exécutif (MCE).
NRP3-68	DP3-163	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2025-2026.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme (CSF).
NRP3-69	DP3-165	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-70	DP3-166	Pour tous les programmes du ministère, pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existants, en incluant les programmes qui ont été abolis.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-71	DP3-167	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2025-2026 et en 2026-2027. Prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-72	P3-183	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des ordres professionnels. Indiquer les mesures prises en 2024-2025 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.	Question particulière à poser au Ministère du Travail (MTrav).
NRP3-73	P3-184	Évolution du nombre d'employé dans le réseau de la santé depuis 2017 ventilé par titre d'emploi.	Question particulière à poser à Santé Québec (MSSS).
NRP3-74	DP3-164	Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-75	DP3-173	Quels sont les critères permettant de statuer du caractère local du produit ? Quels sont les mécanismes en place pour vérifier la provenance des produits ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-76	DP3-177	Est-il prévu que les établissements publics se dotent aussi de cibles d'achats pour les produits non alimentaires, comme c'est le cas avec les produits alimentaires ?	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRP3-77	DP3-33	Concernant le Plan Gouvernemental de régionalisation des 5000 postes de la fonction publique publié en février 2022, fournir, par année : a. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par ministère et organisme; b. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par catégorie d'emploi; c. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d. La liste des directions transférées; e. Une liste du nombre d'emplois régionalisé par région du Québec.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRP3-78	DP3-50	Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2025-2026, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRP3-79	DP3-51	Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2025-2026, et prévisions pour les dix prochaines années	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRP3-80	DP3-52	Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2025-2026, et prévisions pour les dix prochaines années.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRP3-81	DP3-60	Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/secretariat-conseil-tresor/cadre-legal-transparence/acces-information/depenses#c297532

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-82	DP3-77	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2026-2027 et prévisions pour 2026-2027) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRP3-83	DP3-81	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-84	DP3-82	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-85	DP3-83	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-86	DP3-84	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-87	DP3-85	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-88	DP3-86	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020.
NRP3-89	DP3-92	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-90	DP3-93	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-91	DP3-94	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-92	DP3-95	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-93	DP3-96	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-94	DP3-97	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-95	DP3-98	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-96	DP3-99	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2025-2026.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-97	DP3-100	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2025-2026.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-98	DP3-101	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2025-2026.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-99	DP3-102	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-100	DP3-103	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-101	DP3-104	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-102	DP3-105	Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-103	DP3-106	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-104	DP3-107	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2025-2026 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-105	DP3-108	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-106	DP3-109	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-107	DP3-110	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-108	DP3-111	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Service d'accès gouvernemental (SAG). Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-109	DP3-112	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation du Service d'accès gouvernemental (SAG).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
NRP3-110	DP3-113	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Service d'accès gouvernemental (SAG), et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-111	DP3-114	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-112	DP3-115	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-113	DP3-116	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-114	DP3-117	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-115	DP3-118	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-116	DP3-119	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-117	DP3-120	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-118	DP3-121	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-119	DP3-122	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-120	DP3-123	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-121	DP3-124	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-122	DP3-125	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-123	DP3-126	Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2026-2027.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-124	DP3-127	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022 .
NRP3-125	DP3-168	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
NRP3-126	DP3-169	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Réduction dépenses TI

Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.

Le volume 1 du Budget de dépenses 2026-2027 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » indique à la page A-9 que l'optimisation de l'organisation du travail et des structures administratives seront déployées, notamment afin de regrouper et mettre en commun les services dans les organismes à vocation transversale, dont le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Révision des programmes et des contrats

Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.

La révision des programmes consiste à examiner les portefeuilles ministériels ainsi qu'à s'assurer que les dépenses de programmes sont pertinentes et que les programmes sont administrés de manière efficace et efficiente.

Chaque ministère doit planifier annuellement les mesures de révision des programmes à réaliser en privilégiant celles qui contribuent à l'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 3 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2025-2026, ainsi que les résultats.

Aucun comité ne disposant d'un budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 4 - Dérogations - gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 30 avril 2025 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Le 1^{er} juin 2025, un gel d'embauche s'est ajouté aux mesures de contrôle pour les MO assujéttis à la Loi sur la fonction publique (LFP) en dépassement de leur niveau d'effectifs. Les ministères et organismes (MO) visés doivent obtenir une exemption du SCT pour le comblement des emplois en mutation ou en promotion.

(en nombre d'emplois)

MO	Demandé	Autorisé
Centre d'acquisitions gouvernementales	5	4
Financière agricole du Québec	1	1
Ministère des Affaires municipales et Habitation	7	7
Ministère de la Cybersécurité et Numérique	3	3
Ministère de l'Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	53	36
Ministère de l'Éducation	32	28
Ministère de l'Enseignement supérieur	5	3
Ministère de l'Emploi et Solidarité sociale	402	375
Ministère de la Famille	3	3
Ministère de la Sécurité publique	6	5
Ministère des Transports et Mobilité durable	40	40
Office québécois de la langue française	19	17
Retraite Québec	5	5
Société de l'assurance automobile du Québec	35	32
Société d'habitation du Québec	3	3
Total général	619	562

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 5 - Économies - gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2025-2026. Fournir une ventilation par ministère.

Les résultats publiés aux comptes publics de chacun des exercices incluent globalement l'impact de cette mesure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 6 - Economies - resserrement octroi des subventions

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2026-2027.

Les dépenses de transfert des ministères et organismes sont publiés aux comptes publics de chacun des exercices et reflètent notamment l'activité liée à l'octroi de subvention.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Unités autonomes - chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Aucune unité autonome de services.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
 SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 8 - Occasionnels devenus permanents

Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2016.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2025-2026 (avril 2025 à décembre 2025)
Occasionnels	Nombre	17
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	0

Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2025-2026.

Voici la liste des 100 plus grands fournisseurs, déterminés en fonction de la valeur totale des contrats conclus entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 (en ordre décroissant de valeur).

NUMÉRO	FOURNISSEUR	NUMÉRO	FOURNISSEUR
1	COSSETTE MÉDIA INC.	21	ABBOTT DIAGNOSTIQUES
2	ÉNERGIR, S.E.C.	22	H.A. VAILLANCOURT INC.
3	FRESENIUS MEDICAL CARE CAN, INC.	23	WONDER BRANDS INC.
4	TELUS HEALTH (CAN) LTD.	24	GESTION M.J.D. INC.
5	RADIOPHARMACEUTIQUES NOVATEURS ISOLOGIC LTÉE	25	RESSOURCE LASER INC.
6	GARTNER CAN CO.	26	MEDLINE CAN, CORPORATION
7	PUROLATOR INC.	27	SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.
8	SAS INSTITUTE (CAN) INC.	28	PRINTERSPLUS LTD.
9	NOVEXCO INC.	29	BUROPRO CITATION INC.
10	BECTON DICKINSON CAN INC.	30	9042-6909 QUÉBEC INC.
11	COMMVAULT SYSTEMS (CAN) INC.	31	AIR LIQUIDE CAN INC.
12	DIVERSEY CAN INC.	32	SOFTCHOICE LP
13	9154-7323 QUÉBEC INC.	33	APEXIUM GROUPE MÉDICAL INC.
14	AUTOMOBILES MAURICE PARENT INC.	34	SIEMENS SANTÉ LIMITÉE
15	FCA CAN INC.	35	CANON CAN INC.
16	FORD OF CAN	36	HP CAN CIE
17	GENERAL MOTORS DU CAN	37	KYOCERA SOLUTIONS DE DOCUMENTS CAN, LTÉE
18	TOYOTA CAN INC.	38	LEXMARK CAN INC.
19	VENTES DE VEHICULES MITSUBISHI DU CAN, INC.	39	RICOH CAN INC.
20	THE STEVENS COMPANY LIMITED	40	SHARP ÉLECTRONIQUES DU CAN LTÉE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2025-2026.

NUMÉRO	FOURNISSEUR	NUMÉRO	FOURNISSEUR
41	SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (CAN) LTÉE	61	A. LASSONDE INC.
42	SOLUTIONS D'AFFAIRES TOSHIBA TEC CAN INC.	62	STRYKER CAN ULC
43	XEROX	63	JOHNSON & JOHNSON MEDTECH
44	FOURNITURES MEDICALES KCI DU CAN INC.	64	VIANDES BOVITENDRES INC.
45	ROCHE DIAGNOSTICS, DIVISION DE HOFFMANN-LA ROCHE LTÉE	65	ARJO CAN INC.
46	SPECTRUM NASCO QC	66	JOHNSON & JOHNSON (CAN) INC.
47	CARDINAL HEALTH CAN	67	PRODUITS KRUGER INC.
48	GROUPE COLABOR INC.	68	STI MAINTENANCE INC.
49	WM QUÉBEC INC.	69	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
50	LABORATOIRES ABBOTT CIE	70	NOVIPRO INC.
51	B. BRAUN OF CAN	71	SERVICES MAXXCO INC.
52	MEDTRONIC CAN ULC	72	SIA INNOVATIONS INC.
53	CURIUM CAN INC.	73	SOLUTIONS NECANDO INC.
54	ICU MEDICAL CAN INC.	74	SOLUTIONS P.C.D. INC.
55	MEDIQUE FOURNITURES MEDICALES (MGBR) INC.	75	SOLUTIONSTAT
56	JUBILANT DRAXIMAGE INC.	76	PHARE MÉDICA
57	GETINGE	77	SMITH & NEPHEW INC.
58	ENVIRO CONNEXIONS / WASTE CONNECTIONS OF CAN INC.	78	9418-0171 QC INC
59	CANADIAN HOSPITAL SPECIALTIES LIMITED	79	BECKMAN COULTER CAN LP
60	DRAEGER MÉDICAL CAN INC.	80	ORTHOFAB INC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2025-2026.

NUMÉRO	FOURNISSEUR
81	GROUPE ERP PRODUITS PROFESSIONNELS LTÉE
82	LES ALIMENTS CHICOINE INC.
83	BELPRO MEDICAL INC.
84	DOMREX PHARMA INC.
85	SURGI-PHARM AVANCÉE INC.
86	3M HEALTHCARE CAN COMPANY LIMITED
87	LANTHEUS MI CAN, INC.
88	LINDE CAN INC. (GAZ EN BOUTEILLES ET GAZ SPÉCIAUX)
89	LE GROUPE DISSAN INC.
90	SANDOZ CAN INC.
91	ICU MEDICAL CAN INC.
92	OTSUKA CAN PHARMACEUTICAL INC.
93	INFO-TECH GROUPE DE RECHERCHE
94	CONMED CAN
95	NESTLÉ CAN INC.
96	DIVERSEY CAN, INC.
97	LES VIANDES C.D.S. INC.
98	SYSCO
99	CARDINAL HEALTH CAN INC.
100	ÉVIDENT CAN, INC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2025-2026.

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminée en fonction de la valeur des contrats conclus (regroupements d'achats et achats mandatés) entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 (en ordre décroissant de valeur).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
20049468	Agence de placement médias (apm) pour les parties au regroupement d'achats	396 339 652,50 \$
20063401	Gaz naturel	270 237 956,63 \$
20086180	Achats de véhicules légers	173 206 455,66 \$
20088411	Imprimante, multifonction et cartouche originale	170 000 000,00 \$
1772458	Hémodialyse en établissement	104 578 672,12 \$
20030243	Programme d'aide aux employés	67 964 508,10 \$
20113333	Produits de médecine nucléaire – unidose	62 246 881,54 \$
20076850	Services de courtage d'information en technologies de l'information - gartner	60 000 000,00 \$
20053986	Messagerie rapide	58 173 239,25 \$
20107664	Contrat à commandes de logiciels sas	55 596 000,00 \$
20039384	Location de machinerie lourde avec opérateur	53 900 000,00 \$
20045662	Lingette désinfectante de surface	48 396 438,17 \$
20099165	Contrat à commandes de logiciels ibm	46 100 000,00 \$
20053248	Fournitures communes bloc opératoire	45 107 364,38 \$
20068507	Dispositifs d'accès veineux périphériques	41 884 857,96 \$
20087945	Fournitures de bureau	39 706 494,45 \$
1737356	Analyseur biochimie et immunologie - bslg	30 774 112,28 \$
20082777	Contrat à commandes de logiciels commvault	30 000 000,00 \$
20055167	Médecine nucléaire - générateur et autres produits	24 948 637,00 \$
20091561	Transport médical	24 262 844,92 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2025-2026.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
20021058	Fournitures de soins	22 950 964,20 \$
20088715	Viandes diverses	19 737 196,23 \$
20012395	Suppléments nutritifs	19 042 861,68 \$
20058288	Gaz médicaux et industriels en cylindre	18 574 953,00 \$
20058521	Cueillette de matières résiduelles	18 085 223,45 \$
20051916	Appel d'offres partiel médicaments	17 955 034,63 \$
20044868	Viandes diverses	17 559 103,08 \$
20020096	Viandes diverses	16 629 652,04 \$
20049971	Acquisition et distribution de fournitures d'élimination pour le soutien à domicile	16 540 621,00 \$
20096842	Équipements pédagonumériques - biens qualifiés	16 149 942,01 \$
20118273	Appareils & fourn. therapie par pression negative	15 957 127,00 \$
20113223	Sutures et laparoscopie - sutures mécaniques	14 146 769,81 \$
20011359	Incubateur néonatal	13 812 533,07 \$
1813528	Appareil mobile de radiographie	13 658 215,00 \$
20017751	Aide technique - maintien à l'autonomie	13 411 859,92 \$
20047205	Tomodensitomètre pour simulation en radiothérapie (tdm-sim)	13 157 359,00 \$
20054681	Acquisition de matériel et de produits - frais accessoires	11 223 697,95 \$
20079808	Fournitures d'arts plastiques	10 200 000,00 \$
20087727	Produits de boulangerie frais	9 952 294,00 \$
1737542	Équipements de protection individuelle	9 842 531,72 \$
20088048	Papier à main et hygiénique / distributrices	8 579 529,09 \$
20080358	Licence adobe créative cloud - revendeur	8 538 165,00 \$
20070048	Hygiène et salubrité - produits chimiques	8 485 557,70 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2025-2026.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
20101552	Produits de boulangerie frais	8 252 503,85 \$
20041765	Analyseur d'urine	8 050 601,45 \$
20017675	Aides techniques - maintien a l'autonomie	7 931 705,25 \$
20092279	Fauteuils administratifs	7 473 717,11 \$
20117890	Électrochirurgie avancée - ultracision	7 176 658,00 \$
20022294	Moniteur - défibrillateur	6 635 654,18 \$
20025913	Électrodes	6 559 676,42 \$
20055937	Cartouches d'impression compatibles	6 529 981,00 \$
20078195	Fournitures d'hématologie et de biochimie	6 307 268,27 \$
20020673	Fournitures de radiologie	6 068 196,92 \$
20057122	Soins de plaies avances	3 862 339,29 \$
20040763	Fournitures pour pompes pca et ambulatoires	3 704 316,55 \$
20076956	Services de courtage d'information en technologies de l'information - info-tech	3 600 000,00 \$
20051162	Évacuateur de fumée chirurgicale	3 563 672,47 \$
20058671	Appel d'offres partiel médicaments	3 369 988,00 \$
20061667	Hygiène et salubrité - fournitures et accessoires	3 286 002,21 \$
20032214	Microscopes de laboratoires (2024-6946-64)	3 005 161,00 \$
20083459	Produits d'anesthésie et de thérapie respiratoire	2 873 652,28 \$
20100356	Melangeur air-o2 et regulateur succion polyvalente	2 459 492,52 \$
20090386	Laveur désinfecteur de bassines	1 990 319,21 \$
20117722	Fournitures d'inhalothérapie	1 903 813,50 \$
20106509	Acquisition et distribution de fournitures d'élimination pour le soutien à domicile	1 487 512,12 \$
20060683	Appel d'offres partiel médicaments	1 234 312,90 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Contrats octroyés CAG

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2025-2026.

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
20012202	Microtomes	1 073 174,02 \$
20012948	Microtome à congélation (cryostat)	1 051 717,96 \$
1783280	Fournitures d'hématologie et de biochimie	907 281,14 \$
20118079	Tubulures et accessoires dédiés pompe volumétrique	702 147,00 \$
20066119	Évaluation externe de l'audit interne	597 000,00 \$
20070572	Équipements pédagogiques - biens en concurrence - imprimantes 3d	476 371,00 \$
20117758	Viandes diverses	411 885,76 \$
20067779	Équipements pédagogiques- casque de réalité étendue	372 805,00 \$
20068761	Acquisition de matériel et de produits - frais accessoires	328 124,64 \$
20107981	Produits d'anesthésie respiratoire	167 500,00 \$
20117655	Services informatiques pour l'importation des données d'audit dans le progiciel de maintien des actifs vfa	120 000,00 \$
20087076	Produits d'anesthésie et de thérapie respiratoire	69 749,00 \$
Total 2025-2026 (au 31 janvier 2026) :		251 219 605,56 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 – Proportion des acquisitions

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales fournir la proportion des acquisitions faites auprès d'entreprises québécoises, d'entreprises canadiennes et d'entreprises provenant de l'extérieur du Québec pour 2025-2026.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des contrats d'approvisionnement en biens, pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Exercice financier	Québec	Hors Québec	Canada
2025-2026	61 %	39 %	100 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Proportion des acquisitions – Montréal

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2025-2026.

Voici la proportion des acquisitions faites auprès de fournisseurs situés dans la région administrative de Montréal¹ par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Exercice financier	Taux
2025-2026	46 %

¹ Nos données sont fournies selon la Stratégie gouvernementale des marchés publics, soit en lien avec les régions administratives du Québec. La région administrative de Montréal (06) regroupe l'ensemble de l'île de Montréal ainsi que quelques îles adjacentes, dont l'île Bizard, l'île Sainte-Hélène, l'île Notre-Dame, l'île des Sœurs, l'île Dorval et l'île de la Visitation. La communauté métropolitaine de Montréal est plus élargie que la région administrative.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Proportion des acquisitions – Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2025-2026.

Voici la proportion des acquisitions faites auprès de fournisseurs situés dans la Capitale-Nationale* par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats **entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026**.

Exercice financier	Taux
2025-2026	10 %

*Nos données sont fournies selon la Stratégie gouvernementale des marchés publics, soit en lien les régions administratives du Québec. La région administrative de la Capitale-Nationale inclut l'agglomération de Québec et six MRC : Portneuf, La Jacques-Cartier, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix, Charlevoix Est et l'Île d'Orléans. La [communauté métropolitaine](#) de Québec est plus élargie que la région administrative.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Proportion des acquisitions – régions

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2025-2026.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès de fournisseurs situés en dehors de ladite région **entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026**.

Région	Taux
01 - Bas-Saint-Laurent	99,96 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	98,54 %
03 - Capitale-Nationale	91,41 %
04/17 - Mauricie/Centre-du-Québec	97,62 %
05 - Estrie	98,60 %
06 - Montréal	44,64 %
07 - Outaouais	99,34 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	99,95 %
09 - Côte-Nord	100,00 %
10 - Nord-du-Québec	100,00 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	99,96 %
12 - Chaudière-Appalaches	96,40 %
13 - Laval	98,50 %
14 - Lanaudière	99,50 %
15 - Laurentides	89,59 %
16 - Montérégie	94,89 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Proportion des acquisitions - hors Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec pour 2025-2026.

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès d'entreprises hors Québec **entre le 1^{er} avril et le 31 janvier 2026.**

Région	Taux
01 - Bas-Saint-Laurent	18,88 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	30,31 %
03 - Capitale-Nationale	28,31 %
04/17 - Mauricie/Centre-du-Québec	25,75 %
05 - Estrie	34,21 %
06 - Montréal	24,22 %
07 - Outaouais	19,19 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	11,16 %
09 - Côte-Nord	7,38 %
10 - Nord-du-Québec	9,46 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16,46 %
12 - Chaudière-Appalaches	28,50 %
13 - Laval	21,46 %
14 - Lanaudière	31,97 %
15 - Laurentides	26,47 %
16 - Montérégie	27,37 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces

Comparaison des écarts salariaux en 2025-2026 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.

L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : : [Médecins | ICIS \(cihi.ca\)](https://www.cihi.ca/fr/medecins). Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée [Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017](#), est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf

Enfin, la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) publie sur son site Internet des informations sur la facturation moyenne des médecins spécialistes et omnipraticiens : [Données sur les programmes administrés par la RAMQ](#)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 – Mise en place AMP

État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.

Classe d'emploi	Nombre d'employés
Encadrement*	24
Professionnels	131
Personnel de bureau et techniciens	52
Total	207

* inclus les titulaires d'emplois supérieurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 18 - Ecart salariaux TI

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emplois.

L'information sur les écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et les employés du secteur privé se trouve à la page 50 du rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*, disponible sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec : <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-salaries-etat-evolution-compare-2025.pdf>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 19 - Programmes gouvernementaux depuis 2003

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2016; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.

Le volume 1 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » du Budget de dépenses 2026-2027 présente un bilan général des réalisations relativement à la gestion des programmes gouvernementaux. Les renseignements relatifs aux programmes budgétaires des portefeuilles ministériels figurent au volume 3 « Crédits et dépenses de portefeuilles » du Budget de dépenses 2026-2027.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Optimisations des ressources reçues par le SCT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.

Le volume 1 du Budget de dépenses 2026-2027 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » présente le résultat des actions envisagées aux sections « Le retour à l'équilibre budgétaire », « La discipline budgétaire » et « Le Chantier gouvernemental de l'efficacité de l'État ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Pénalités contractuelles

Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.

Aucune pénalité n'a été appliquée pour 2025-2026 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Note : Le Centre de services partagés du Québec (CSPO) a été dissout le 1^{er} septembre 2020.
Infrastructures technologiques Québec (ITQ) a été dissout le 1^{er} janvier 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Programmes de financement ou de subventions

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2025-2026, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.

Subventions accordées par le SCT en 2025-2026 :

Organismes	Montant
Programme 1 : Soutien au Conseil du trésor	
Université Laval	200 000 \$
Programme 2 : Soutien aux fonctions gouvernementales	
Autorité des marchés publics	33 437 400 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales	32 833 000 \$
École nationale d'administration publique	317 500 \$
Forum des jeunes de la fonction publique	168 500 \$
Programme 6 : Soutien aux infrastructures gouvernementales	
Société québécoise des infrastructures	3 900 000 \$
Programme 7 : Promotion et développement de la Capitale Nationale	
Secrétariat à la Capitale Nationale	24 700 000 \$
Commission de la capitale nationale du Québec	16 948 800 \$
Total	112 505 200 \$

En date du 31 janvier 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

Le CAG ne participe à aucun comité interministériel qui requiert un budget ou engendre des coûts.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 24 – Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs*	ETC
Professionnels	24	23,72
Techniciens et assimilés	3	2,91
Total	27	26,63

* Données au 31 janvier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 - Taux de rétention CAG

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.

Taux de rétention* par catégorie d'emploi	2025-2026**
Cadres	92,9 %
Professionnels	98,0 %
Techniciens et assimilés	97,6 %
Personnel de bureau	100,0 %
Ouvriers	100,0 %
Taux global	97,5 %

* Le taux de rétention est la proportion du personnel en poste dans l'année visée (incluant les embauches) par rapport aux personnes ayant quitté le CAG pour des motifs de mutation (départ) et de démission.

** Données au 31 janvier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26 – Pénalités contractuelles

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, aucune pénalité contractuelle n'a été appliquée aux contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

Pour 2025-2026, le coût horaire moyen des ressources externes du CAG est de 155,01 \$. En ce qui concerne les contrats de services juridiques, les taux horaires payés par le CAG aux ressources affectées à l'exécution de ces contrats sont ceux prévus au Règlement sur les honoraires relatifs à certains services juridiques rendus à des organismes du gouvernement (RLRQ, C-65.1, r. 7.3) et sont exclus du coût horaire moyen des ressources externes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 28 - Contrats gouvernementaux conclus au Québec

Quelle est la proportion de la valeur des contrats gouvernementaux conclus avec des entreprises d'ici ? a. Quels sont les seuils exigés de contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux ? b. Quelle est la proportion des contenus « faits au Québec » dans les contrats gouvernementaux conclus ? c. Quelle est la stratégie de remplacement des produits étrangers ?

L'information recherchée se retrouve dans le document "2024-2025 - Statistiques sur les contrats des organismes publics" disponible à l'adresse suivante:

[Rapport statistique sur les contrats des organismes publics 2024-2025](#)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 - Contrats gouvernementaux avant Stratégie des marchés publics

Le dernier document à jour sur ce sujet indique que « 60 % de la valeur des contrats en approvisionnement conclus avec des contractants du Québec ». Quelle était la proportion avant l'implantation de la stratégie ? a. Quelle est la cible pour la prochaine année ? b. Quels outils ou formations ont été développés pour accompagner les approvisionneurs publics ?

La mesure de départ de la Stratégie était de 38% (2019-2020).
Au terme de la Stratégie, en 2025-2026, la cible est de 50%.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 - Certification produit québécois

Est-ce que les marques de certification existantes, comme Les Produits du Québec ou Aliments du Québec, sont reconnues dans les processus d'approvisionnement du gouvernement ? a. Si oui, parmi les contrats octroyés, lesquels l'ont été à des entreprises détenant des certifications qui garantissent la provenance des produits comme Les Produits du Québec et Aliments du Québec ?

Dans le cadre des différents accords commerciaux applicables aux marchés publics québécois, il n'est pas possible de discriminer les produits en fonction de leur provenance.

Toutefois, pour les contrats octroyés sous les seuils des accords commerciaux, les donneurs d'ouvrage sont libres de définir leurs besoins et pourraient exiger des certifications spécifiques, telles Produits du Québec ou Aliments du Québec.

Ces informations ne sont toutefois pas compilées dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 31 - Mise en place - Tremplin aux contrats publics

Où en est le gouvernement quant à la mise en place d'un Tremplin aux contrats publics, annoncé dans la Stratégie des marchés publics (2022) ? a. Quels sont les critères prédéterminés permettant à une entreprise d'accéder à la liste d'entreprises soumise aux organismes publics ? b. Est-ce possible d'avoir accès à cette liste ? Si oui, l'inclure. c. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?

La liste des entreprises mentionnée dans la Stratégie a été intégrée dans le Répertoire des fournisseurs. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition numéro 32.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 32 - Critères - Répertoire des fournisseurs

Quels sont les critères permettant à une entreprise d'accéder au Répertoire des fournisseurs prévu dans la Stratégie des marchés publics ? a. Quels sont les résultats de l'implantation de cette mesure ?

Le Répertoire des fournisseurs est un outil intégré au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). Tous les fournisseurs inscrits au SEAO sont invités à compléter leur profil dans le Répertoire des fournisseurs.

Le profil d'un fournisseur inclut certaines caractéristiques notamment : si leur siège social est au Québec et s'ils ont plus ou moins de 250 employés, la région administrative et MRC de leurs établissements d'affaires, leurs caractéristiques en lien avec l'acquisition responsable et leurs certifications. Les fournisseurs peuvent également manifester leur intérêt à obtenir un premier contrat public (sous les seuils d'appel d'offres public) et indiquer s'ils ont obtenu des contrats publics au cours des 5 dernières années.

Les donneurs d'ouvrage ont accès à ces critères pour rechercher des fournisseurs.

À ce jour, environ 37 806 fournisseurs sont inscrits dans le répertoire des fournisseurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 33 - Proportion achats québécois par ministère

Quelle est la proportion d'achats québécois par les ministères suivants : a. Transports et mobilité durable b. Éducation c. Enseignement supérieur d. Santé et Services sociaux e. Cybersécurité et numérique

Proportion des contrats publics (approvisionnement, services, travaux de construction et technologies de l'information) conclus par les ministères ciblés avec des contractants du Québec *
 Période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

Source : Publications du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) des ministères ciblés considérées dans le document « Statistiques sur les contrats des organismes publics 2024-2025 »

Ministère	Contractants du Québec				Contractants à l'extérieur du Québec				Total	
	Nombre	Proportion	Valeur	Proportion	Nombre	Proportion	Valeur	Proportion	Nombre	Valeur
Transports et Mobilité durable	1 707	93%	5 403 M\$	98%	120	7%	108 M\$	2%	1 827	5 511 M\$
Cybersécurité et Numérique	135	65%	209 M\$	62%	74	35%	125 M\$	38%	209	334 M\$
Éducation	142	94%	25 M\$	82%	9	6%	6 M\$	18%	151	31 M\$
Santé et services sociaux	81	96%	23 M\$	98%	3	4%	552 540	2%	84	23 M\$
Enseignement supérieur	34	87%	14 M\$	93%	5	13%	1 M\$	7%	39	15 M\$
Sous-total ministères ciblés	2 099	91%	5 674 M\$	96%	211	9%	240 M\$	4%	2 310	5 914 M\$
Santé Québec**	1 800	72%	1 817 M\$	60%	693	28%	1 206 M\$	40%	2 492	3 023 M\$
Total général	3 899	81%	7 491 M\$	84%	904	19%	1 446 M\$	16%	4 802	8 937 M\$

* La provenance des contractants est déterminée par l'adresse inscrite au SEAO dans chaque publication des contrats

** Santé Québec a été institué le 1^{er} décembre 2024. Par conséquent, la majorité des contrats conclus par le ministère de la Santé et des Services sociaux sont désormais gérés par cet entité. À noter que 30 établissements du réseau de la santé et des services sociaux sont intégrés à Santé Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 34 – Contrats accordés aux entreprises locales

Liste des contrats accordés aux entreprises locales par ministère.

Les informations recherchées sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur les sites des ministères.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 35 - Contrats publics bénéficiant de la marge préférentielle

Combien de contrats publics ont bénéficié de la marge préférentielle, selon laquelle un pourcentage permet de compenser et de favoriser des considérations environnementales et écoresponsables dans l'application du principe de plus bas soumissionnaire ? À combien se chiffraient ces contrats ?

Nombre et valeur des contrats publics conclus à la suite d'un appel d'offres public adjudgé sur le principe de prix le plus bas dans lesquels une marge préférentielle a été prévue pour le développement durable et l'environnement au lancement de l'appel d'offres

Période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

Marge préférentielle PRÉVUE	
Nombre	Valeur
373	1 101 M\$

Source : Publications SEAO considérées dans le document Statistiques sur les contrats des organisme publics 2024-2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 36 - Critères - bonification de stratégies d'acquisition actuelles

La présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Sonia LeBel, a annoncé que le gouvernement du Québec allait resserrer les règles régissant les acquisitions des ministères et organismes publics, entre autres sur les plateformes d'achat en ligne afin de renforcer encore davantage l'achat québécois et de réduire la dépendance envers les marchés extérieurs. Il était entre autres mentionné que les stratégies d'acquisition actuelles seront rapidement bonifiées pour inclure des critères pouvant favoriser davantage les entreprises d'ici, par exemple l'empreinte carbone ou la responsabilité sociale. a. Quels seront les autres critères qui guideront l'achat québécois ?

Les stratégies d'acquisition responsable reposent sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et économiques au moment de définir le besoin d'acquisition et lors de l'évaluation de la qualité de ces acquisitions.

Aussi, les organismes publics sont invités à bonifier leurs stratégies d'acquisition dans le but de renforcer l'achat québécois. Ces stratégies peuvent prendre diverses formes, par exemple :

- Critères d'approvisionnement responsables ;
- Marges préférentielles en développement durable ou en assurance qualité ;
- Appels d'offres régionalisés ;
- Allotissement ;
- Réserver un appel d'offres aux petites entreprises québécoises ou autrement canadiennes ;
- Exiger des biens, services et travaux de construction québécois ou autrement canadiens.

Le Secrétariat du Conseil du trésor accompagne les organismes publics à cet égard.

